Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

La main-d'oeuvre et l'emploi

AU QUÉBEC ET DANS SES RÉGIONS

BILAN
1986

Québec

88-01652/

La main-d'oeuvre et l'emploi

AU QUÉBEC ET DANS SES RÉGIONS

Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

La main-d'oeuvre et l'emploi

AU QUÉBEC ET DANS SES RÉGIONS

Québec

Équipe de réalisation

Ce document est une réalisation du Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle. Sous la supervision de Smaïl Bouikni, chef du Service, Arnold Beaudin (responsable) et Jules Bergeron ont assumé la coordination et la réalisation de ce bilan.

L'analyse régionale a été effectuée par les économistes du Service postés en région:

Bas-Saint-Laurent — Gaspésie, 01	Louis-Mari Rouleau
Saguenay — Lac-Saint-Jean, 02	Gilles Gauthier
Québec, 03	Sylvain Melançon
Mauricie — Bois-Francs, 04	Jules Bergeron
Estrie, 05	Serge Paré
Montréal-Centre, 06M	Michel Charron
Laurentides-Lanaudière, 06N	Robert Gareau
Montérégie, 06S	Yves Larocque
Outaouais, 07	Nacer Lahdiri
Abitibi-Témiscamingue, 08	Marie-Josée Marcoux
Côte-Nord, Nouveau-Québec, 09	André Lepage

Louise Trépanier a assuré le support statistique. Lucie Fournier et Lise Cloutier ont accompli le travail de dactylographie et de présentation.

Pour tout commentaire, les lecteurs sont invités à communiquer avec Smaïl Bouikni (873-4265).

Cette édiion a été produite par
Les Publications du Québec

© Gouvernement du Québec
Dépôt légal — 2e trimestre 1987
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

ISBN 2-551-08602-7

Avant propos

La Direction de la recherche du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu a le plaisir de mettre, pour une troisième année consécutive, à la disposition des différents partenaires socio-économiques et du public en général, une revue annuelle des principaux événements survenus sur le marché du travail québécois.

Ce bilan décrit le comportement des principaux indicateurs du marché du travail en faisant ressortir les traits caractéristiques et trace l'évolution de l'emploi sectoriel.

Cette année, l'analyse régionale du marché du travail occupe un espace plus important et chacune des régions fait l'objet d'une rétrospective des principaux événements survenus durant l'année dernière.

Certains groupes-cibles, tels les femmes, les jeunes et les travailleurs âgés, sont aussi l'objet d'une attention spécifique.

Ce document présente un portrait détaillé du marché du travail du Québec et est un outil à la prise de décision par les divers intervenants sur ce marché.

Monique Frappier-DesRochers
Directrice de la Recherche
Février 1987

Table des matières

ÉQUIPE DE RÉALISATION IV

AVANT-PROPOS V

TABLE DES MATIÈRES VII

LISTE DES TABLEAUX IX

LISTE DES GRAPHIQUES XI

FAITS SAILLANTS XIII

1. L'ÉCONOMIE EN 1986 1
1.1 ...DANS LA ZONE DES SEPT GRANDS DE L'OCDE 1
1.2 ...AUX ÉTATS-UNIS 2
1.3 ...AU CANADA 4
1.4 ...AU QUÉBEC 5

2. LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU QUÉBEC EN 1986 7
2.1 L'EMPLOI À TEMPS PARTIEL 7
2.2 LE MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE SEXE 9
2.3 LE MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE GROUPE D'ÂGE 12
2.3.1 Les 25-44 ans 12
2.3.2 Les jeunes 15-24 ans 13
2.3.3 Les plus âgés — 45 ans et plus 14
2.4 LA DURÉE DU CHÔMAGE 15

3. L'EMPLOI SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ 17
3.1 LE PRIMAIRE 17
3.2 LE SECONDAIRE 17
3.2.1 La construction 17
3.2.2 Les industries manufacturières 19
3.3 LE TERTIAIRE 23
3.4 L'EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ 25

4. LES RÉGIONS 27
4.1 L'EMPLOI 27
4.2 L'EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL 27
4.3 L'EMPLOI FÉMININ 29
4.4 LA PLACE DES JEUNES 29
4.5 L'EMPLOI CHEZ LES TRAVAILLEURS PLUS ÂGÉS 30
4.6 UN BILAN PAR RÉGION 31
4.6.1 BAS-SAINT-LAURENT — GASPÉSIE 31
4.6.2 SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN 32
4.6.3 QUÉBEC 33
4.6.4 MAURICIE — BOIS-FRANCS 33
4.6.5 ESTRIE 34
4.6.6 MONTÉRÉGIE 35
4.6.7 MONTRÉAL-CENTRE 36
4.6.8 LAURENTIDES-LANAUDIÈRE 36
4.6.9 OUTAOUAIS 37
4.6.10 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE 37
4.6.11 CÔTE-NORD, NOUVEAU-QUÉBEC 38

5. PERSPECTIVES POUR 1987 39
5.1 LES SEPT GRANDS DE L'OCDE 39
5.2 LE QUÉBEC 40
5.3 PERSPECTIVES RÉGIONALES 40

ANNEXE: DONNÉES HISTORIQUES — LE QUÉBEC ET SES RÉGIONS 43

Liste des tableaux

Tableau 1
Indicateurs économiques des principaux pays de l'OCDE 2

Tableau 2
Indicateurs économiques du Canada et du Québec 4

Tableau 3
Indicateurs du marché du travail selon l'âge et le sexe en 1986 et variation par rapport à 1985, Québec 7

Tableau 4
Emploi à temps plein et à temps partiel selon le sexe et l'âge, Québec, 1986 13

Tableau 5
Durée moyenne du chômage selon l'âge et le sexe, Québec, 1986 16

Tableau 6
Le secteur primaire et la construction au Québec 17

Tableau 7
Le secteur manufacturier au Québec 20

Tableau 8
Le secteur tertiaire au Québec 24

Tableau 9
Emploi à temps plein et à temps partiel selon le secteur d'activité, Québec 25

Tableau 10
Indicateurs du marché du travail régional 28

Tableau 11
Répartition régionale de l'emploi à temps plein et à temps partiel 29
Tableau 12
Répartition régionale de l'emploi selon le sexe 30

Tableau 13
Emploi des 15-24 ans par région — Variation 1986 par rapport à 1985 31

Tableau 14
Projections de l'OCDE — 1987 39

Tableau A.1
La population et la population active par groupe d'âge au Québec 43

Tableau A.2
L'emploi et le chômage par groupe d'âge au Québec 44

Tableau A.3
Le taux d'activité et le taux de chômage par groupe d'âge au Québec 45

Tableau A.4
Rapport emploi/population par groupe d'âge au Québec 46

Tableau A.5
La population, la population active et l'emploi par sexe au Québec 47

Tableau A.6
Le chômage, le taux de chômage et le taux d'activité par sexe au Québec 48

Tableau A.7
Le rapport emploi/population par sexe au Québec 49

Tableau A.8
Emploi à temps plein et à temps partiel selon le sexe et l'âge, Québec 50

Tableau A.9
Emploi par grand secteur d'activité économique au Québec 50

Tableau A.10
Emploi selon la branche d'activité — Québec 51

Tableau A.11
Indicateurs du marché du travail, 1984-1985-1986
Région de la Gaspésie 52

Tableau A.12
Indicateurs du marché du travail, 1984-1985-1986
Région du Bas-Saint-Laurent 52

Tableau A.13
Indicateurs du marché du travail, 1984-1985-1986
Région du Saguenay — Lac-Saint-Jean 53

Tableau A.14
Indicateurs du marché du travail, 1984-1985-1986
Région de Québec 53

Tableau A.15
Indicateurs du marché du travail, 1984-1985-1986
Région de la Mauricie — Bois-Francs 54

Tableau A.16
Indicateurs du marché du travail, 1984-1985-1986
Région de l'Estrie 54

Tableau A.17
Indicateurs du marché du travail, 1984-1985-1986
Région de la Montérégie 55

Tableau A.18
Indicateurs du marché du travail, 1984-1985-1986
Région de Montréal-Centre 55

Tableau A.19
Indicateurs du marché du travail, 1984-1985-1986
Région des Laurentides 56

Tableau A.20
Indicateurs du marché du travail, 1984-1985-1986
Région de Lanaudière 56

Tableau A.21
Indicateurs du marché du travail, 1984-1985-1986
Région de l'Outaouais 57

Tableau A.22
Indicateurs du marché du travail, 1984-1985-1986
Région de l'Abitibi-Témiscamingue 57

Tableau A.23
Indicateurs du marché du travail, 1984-1985-1986
Région de la Côte-Nord, Nouveau-Québec 58

Liste des graphiques

Graphique I
Création d'emplois et taux de chômage — 1986 3

Graphique II
Variation de l'emploi au Québec — 1980-1986 8

Graphique III
Part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total, Québec 9

Graphique IV
Taux de chômage au Québec selon le sexe 10

Graphique V
Rapport emploi/population au Québec selon le sexe 11

Graphique VI
Part de l'emploi des femmes dans l'emploi total, Québec 12

Graphique VII
Taux de chômage au Québec selon l'âge 14

Graphique VIII
Rapport emploi/population au Québec selon l'âge 15

Graphique IX
Variation de l'emploi au Québec par secteur, 1986 vs 1985 18

Graphique X
Emploi manufacturier au Québec, 1986 vs 1985 21

Faits saillants

L'emploi

- Le fléchissement de l'activité économique en 1986 a entraîné un ralentissement dans la création d'emplois au Québec. Le taux de croissance de l'emploi a donc été de 2,2 %, pour une augmentation de 62 000. Ralentissement qui, pour l'essentiel, est le fait d'un recul dans le rythme d'augmentation de l'emploi à temps partiel.

- Le rapport emploi/population a atteint un sommet historique de 55,5 % ainsi que pour le taux d'activité (62,4 %).

- Grâce aussi à une croissance moins rapide de la population active en 1986 (1,3 %), le taux de chômage a été abaissé à 11,0 %.

- Le taux de croissance de l'emploi à temps partiel a accusé un important recul pour se situer à 3,3 % (13 000) tandis que celui de l'emploi à temps plein, soit 2,0 % (48 000), se maintenait près de son niveau de 1985.

- La progression de l'emploi a été proportionnellement plus rapide chez les femmes (2,7 %) que chez les hommes (1,8 %), même si les effectifs féminins et masculins ont chacun enregistré une hausse de 31 000.

- Les femmes ont réalisé une importante percée dans l'emploi à temps plein en 1986 avec l'obtention de 50,0 % des nouveaux postes.

Les groupes d'âge

- L'augmentation de l'emploi féminin a profité essentiellement au groupe des 25-44 ans. L'ensemble de ce groupe d'âge est caractérisé par l'entrée massive des femmes sur le marché du travail pendant que le taux d'activité des hommes accusait un léger recul.

- Les jeunes, soit les 15-24 ans, ont bénéficié en 1986 d'une conjoncture plus favorable et ont ainsi amélioré leur situation. En matière de chômage, les jeunes ont obtenu la baisse la plus significative même si le taux (16,9 %) est demeuré très élevé, tandis que leur rapport emploi/population (53,4 %) a montré la plus forte hausse.

- Les travailleurs les plus âgés, soit les 45 ans et plus, ont subi une perte de 3 000 emplois. La situation est plus dramatique pour les 55-64 ans puisque c'est une diminution de 7 000 postes qui a été observée. Découragés, il se sont retirés très massivement du marché du travail.

- La baisse de la durée moyenne du chômage, qui s'est fixée à 24,7 semaines, ne s'est pas répercutée chez le groupe des 45 ans et plus. Au contraire, cet indicateur augmentait pour s'établir à 35,8 semaines. Pour les 55-64 ans, cette majoration a été encore plus importante et propulsait la durée moyenne de chômage à 42,6 semaines.

- Contrairement à l'année précédente, la création d'emplois n'a pas été l'apanage du tertiaire puisque son taux de croissance se chiffrait à 1,7 % contrairement à 4,7 % pour le secondaire.

- Les secteurs moteurs de l'accroissement de l'emploi en 1986 ont été: la construction avec 11,9 % (15 000), l'hébergement et la restauration avec 7,9 % (12 000), le commerce avec 4,9 % (24 000) et le manufacturier avec 3,1 % (17 000).

Les régions

- Les grandes agglomérations urbaines ont été à la remorque de certaines régions pour la création de l'emploi. Pendant qu'il reculait dans l'Outaouais (1,7 %), l'emploi progressait faiblement à Montréal-Centre (1,8 %) et à Québec (1,6 %). Par contre, d'excellents résultats ont été obtenus en Abitibi-Témiscamingue (9,2 %), au Saguenay — Lac-Saint-Jean (7,3 %), en Mauricie — Bois-Francs (6,6 %) et dans Laurentides-Lanaudière (2,8 %). En dehors du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie où il y a eu baisse de l'emploi (1,2 %), les autres régions ont connu des taux de croissance inférieurs à la moyenne québécoise (2,2 %).

- La croissance de l'emploi à temps plein a été inférieure à la moyenne provinciale dans Montréal-Centre (0,6 %), Québec (0,9 %) et l'Outaouais (1,0 %). Ce type d'emplois stagnait sur la Côte-Nord et en Estrie et reculait dans le Bas-St-Laurent — Gaspésie (2,0 %).

- La création d'emplois à temps partiel représente une forte proportion de l'accroissement total dans les régions de Québec (57,1 %), de Montréal-Centre (70,5 %) et de l'Estrie (100 %). Ce type d'emplois a régressé dans l'Outaouais (21,4 %), l'Abitibi-Témiscamingue (10,0 %), la Montérégie (5,5 %) et les Laurentides-Lanaudière (3,1 %).

- Les jeunes ont été particulièrement favorisés par l'augmentation de l'emploi dans les régions de Montréal-Centre (2,7 %), de l'Estrie (4,3 %), de la Mauricie — Bois-Francs (8,1 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (16,7 %).

- Les travailleurs âgés, ceux de plus de 45 ans, ont connu des pertes d'emplois dans les régions de Montréal-Centre (2,2 %), sur la Côte-Nord (16,7 %), en Estrie (7,1 %) et dans l'Outaouais (4,0 %).

1. L'économie en 1886

1.1 ... dans la zone des sept grands de l'OCDE

Une quatrième année consécutive de croissance économique caractérise cette zone. L'année 1986 a été marquée par: un ralentissement du rythme d'augmentation; l'effondrement des prix pétroliers qui a accentué la trajectoire descendante des taux d'inflation; une baisse des taux d'intérêt; la dépréciation du dollar américain, principalement vis-à-vis le yen japonais et le mark allemand; l'intensification des déséquilibres dans les échanges commerciaux entre les pays; une faible création d'emplois et une très légère diminution des taux de chômage. Tels sont les faits dominants de l'évolution de l'économie en 1986 pour l'ensemble des sept grands pays de l'OCDE [1].

Tableau 1
INDICATEURS ÉCONOMIQUES DES PRINCIPAUX PAYS DE L'OCDE

	PNB		Prix à la consommation		Emploi		Taux de chômage	
	1986	1985	1986[1]	1985	1986	1985	1986	1985
	variation annuelle en pourcentage						en %	
Allemagne	2,75	2,5	– 0,4	2,2	1,25	0,7	7,75	8,3
France	2,00 [2]	1,4	2,3	5,8	0,00	– 0,1	10,50	10,2
Royaume-Uni	2,25 [2]	3,5	3,0	6,1	0,75	1,3	11,75	11,8
Italie	2,50 [2]	2,3	5,5	9,2	0,25	0,5	11,25	10,6
OCDE [5]	2,50	2,4	n.d.	n.d.	0,50	0,6	10,25	10,2
Japon	2,25	4,5	0,5	2,1	0,50	0,7	2,75	2,6
États-Unis	2,50 [3]	2,7	1,1 [3]	3,5	2,25	2,0	6,60 [3]	7,2
Canada	3,10 [2]	4,2	4,1 [4]	4,0	2,90	2,8	9,60	10,5
OCDE[6]	2,50	3,0	1,8	3,8	1,25	1,3	7,50	7,5
Total de l'OCDE	2,50	3,0	2,6	4,5	1,25	1,2	8,25	8,3

Source : Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1986
Les chiffres de 1986 sont pour la majorité des estimations de l'OCDE

1. 12 mois se terminant en septembre 1986
2. PIB
3. Département du commerce américain, 21 janvier 1987 (AFP)
4. Moyenne annuelle 1986
5. Allemagne, France, Royaume-Uni et Italie
6. Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Japon, États-Unis et Canada

n.d.: non disponible

1. Les sept grands de l'OCDE sont: l'Allemagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni, le Japon, les États-Unis et le Canada.

Le taux de croissance moyen du PNB observé en 1986, soit 2,5 %, est surtout attribuable au dynamisme de la demande intérieure dans chacun des pays. La hausse moyenne de celle-ci s'élève à 3,75 %. Parmi ses composantes, c'est la consommation privée qui domine par son vigoureux accroissement. Elle a été soutenue par des gains dans le pouvoir d'achat et par une réduction des taux d'épargne. Au Japon, ce sont les dépenses publiques qui ont enregistré le plus fort taux de croissance parmi les diverses composantes de la demande intérieure. Les dépenses en investissement privé et particulièrement les exportations ont accusé un ralentissement plus prononcé dans la zone de l'OCDE.

Au niveau de la production, le Canada a obtenu la meilleure performance grâce à un taux de croissance de son produit intérieur brut (PIB) de 3,1 % suivi de l'Allemagne avec une hausse de 2,75 % de son PNB (tableau 1). Signalons que l'Allemagne s'est aussi distinguée par une désinflation des prix à la consommation de 0,4 %.

Le ralentissement de la croissance économique s'est répercuté sur la hausse de l'emploi, de sorte que la situation sur le marché du travail ne s'est que légèrement améliorée par rapport à l'année précédente. Le taux de croissance de l'emploi de 1,25 % pour les sept grands n'a, dans l'ensemble, que contrebalancé l'augmentation de la population active, maintenant ainsi le taux de chômage à son niveau de 1985 (7,5 %). Cette perspective globale cache une dichotomie importante entre les pays européens, le Japon et les États-Unis et le Canada. Dans ces deux derniers pays, la progression de l'emploi s'est élevée respectivement à 2,25 % et 2,9 %. De plus, on y observe une diminution significative de leur taux de chômage. Par contre, l'augmentation de l'emploi a été très faible dans les quatre grands pays européens (0,5 %) et au Japon (0,5 %) et le taux de chômage n'a pas enregistré de baisse significative, subissant même une hausse au Japon.

Le Canada dépasse donc les autres grands pays de l'OCDE pour la croissance économique et la création d'emplois.

1.2 ... aux États-Unis

L'économie américaine a évolué au cours de 1986 dans un environnement dominé par une décélération de la croissance économique et par des soldes déficitaires records tant au budget fédéral qu'à la balance commerciale. La loi Gramm-Rudman-Hollings sur les équilibres budgétaires, la loi sur la réforme fiscale, la montée du protectionnisme et la dépréciation du dollar ont aussi occupé l'avant-scène de l'actualité et influencé les prises de décisions à caractère économique.

La croissance du PNB américain s'est élevée à 2,5 % en 1986. La demande intérieure constitue le principal appui de cette évolution. Stimulés par une baisse des taux d'intérêt et par une augmentation de leur pouvoir d'achat, les consommateurs ont accru leurs dépenses en biens de 4,4 %. La construction résidentielle a bondi de 8,75 %. L'annonce de la réforme fiscale, qui élimine dès 1987 certains avantages fiscaux liés à la consommation, et les programmes de crédit à bon marché offerts par les concessionnaires d'automobiles auraient incité les consommateurs américains à devancer certains achats. Le taux d'épargne est descendu à 4,0 % et l'endettement des ménages a atteint un sommet sans précédent.

Les investissements ont en revanche régressé au cours de l'année 1986. Malgré un redressement des exportations (2,4 %), le solde déficitaire de la balance commerciale est parvenu à un niveau record de 170 milliards $, suite à une forte poussée des importations (11,6 %). Nonobstant de généreuses subventions, le secteur agricole a connu un certain marasme par suite de la baisse des prix et d'un surplus de production, principalement pour les produits céréaliers. Quant à la production industrielle, elle enregistre un faible gain de 0,75 %.

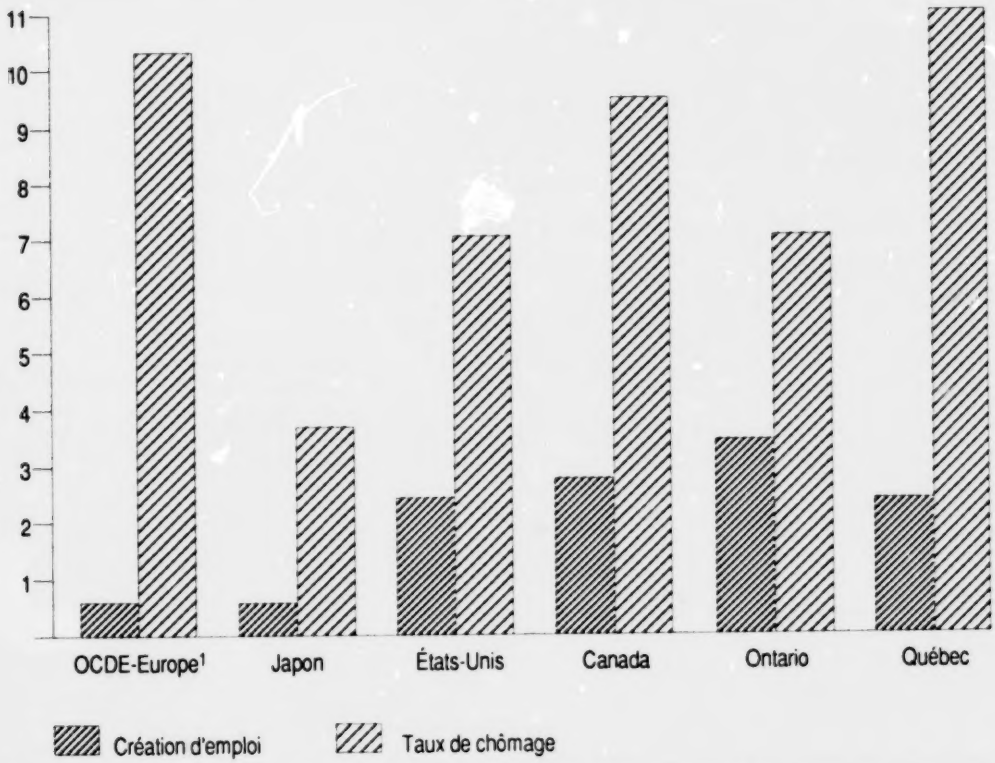
L'abaissement des taux d'intérêt et la chute des prix pétroliers ont ralenti l'augmentation des prix à la consommation. Le taux d'inflation a été maintenu à 1,1 % en 1986.

Le marché du travail s'est relativement bien comporté. L'emploi a progressé à un taux de 2,25 %, permettant une diminution du taux de chômage à 6,6 %. Soulignons que l'emploi a enregistré un recul dans le secteur manufacturier et que les gains proviennent du secteur tertiaire.

Graphique I

Création d'emplois et taux de chômage
1986

(en pourcentage)



1. Quatre grands pays européens:
Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni

1.3 ... au Canada

Étant un important exportateur de produits énergétiques et de matières premières, le Canada a donc été particulièrement affecté par l'affaissement des prix de ces marchandises et par le ralentissement économique observé chez ses principaux partenaires, dont les États-Unis.

L'accroissement de son PIB en 1986 a donc évolué à un rythme moindre qu'en 1985, soit 3,1 %. Cette décélération de la croissance s'est répercutée sur toutes les composantes du PIB. Comme ailleurs, c'est le dynamisme de la demande intérieure qui a été l'élément moteur de cette croissance. La vigueur des dépenses de consommation (4,0 %) et en construction résidentielle (11,7 %) a plus que compensé le recul des investissements (2,0 %) (tableau 2). Les consommateurs canadiens, tout comme les américains, ont profité d'une baisse des taux d'intérêt mais connu un faible accroissement de leur pouvoir d'achat (1,3 %), en raison de sévères ponctions fiscales. Leur taux d'épargne a chuté pour se fixer à 11,3 %.

Le fléchissement de la croissance des exportations (2,5 %) a réduit considérablement l'excédent de la balance commerciale, qui est passé de 17 milliards $ en 1985 à 10,1 milliards $ en 1986. La production industrielle s'est accrue de 1,6 %, parallèlement à une majoration du niveau des stocks accumulés et à une diminution du taux d'utilisation des capacités. L'inflation, en se fixant à 4,1 %, est demeurée près de son niveau de 1985 (4,0 %).

Le ralentissement observé dans l'activité économique n'a pas freiné la croissance de l'emploi. Au contraire, le marché du travail s'est relativement très bien comporté. En effet, la progression de l'emploi s'est accélérée en 1986, atteignant un taux de 2,9 %, pour une augmentation totale de 323 000 emplois qui a compensé largement la forte hausse de la population active (1,8 %). La conjugaison de ces deux effets s'est traduite par une baisse du taux de chômage qui passait de 10,5 % en 1985 à 9,6 % en 1986.

Tableau 2
INDICATEURS ÉCONOMIQUES DU CANADA ET DU QUÉBEC

		Canada				Québec			
		1983	1984	1985	1986	1983	1984	1985	1986*
1	Consommation	3,0	3,6	5,0	4,0	4,1	6,0	5,0	4,8
2	Formation brute de capital fixe	7,4	0,6	14,1	– 2,0	– 7,1	12,9	4,3	3,5
3	Construction résidentielle	15,0	– 0,2	12,6	11,7	52,6	5,3	13,8	11,9
4	Dépenses gouvernementales	0,3	3,2	2,0	0,9	1,2	3,8	1,7	2,0
5	Produit intérieur brut	3,1	5,5	4,0	3,1	3,5	5,3	4,2	3,5
6	Mises en chantier (milliers)	160,0	135,0	164,0	188,0	38,5	42,2	48,7	60,3
7	Emploi	0,8	2,5	2,8	2,9	2,2	3,0	3,0	2,2
8	Taux de chômage	11,9	11,3	10,5	9,6	13,9	12,8	11,8	11,0
9	Taux d'inflation**	5,8	5,6	4,4	4,1	4,0	4,4	4,2	4,9

Sauf dans les cas spécifiés, les valeurs indiquent la variation en % par rapport à l'année précédente en termes réels.

* Pour l'année 1986, les estimations apparaissant au tableau proviennent essentiellement du Conference Board ou de la Caisse de dépôt à l'exception de l'emploi, du taux de chômage et du taux d'inflation qui sont des données observées.

** Taux d'inflation de Montréal pour le Québec

En 1986, les femmes ont obtenu 54,0 % des nouveaux emplois, ce qui leur procure un taux de croissance de 3,6 % versus 2,3 % pour les hommes. D'après le rapport emploi/population, le groupe des 15-24 ans est celui qui a le mieux amélioré sa position en 1986. Ce ratio a gagné 1,9 point de pourcentage pour atteindre 58,2 %. Pour sa part, le groupe des 55-64 ans a vu sa position relative continuer à se détériorer, son rapport emploi/population régressant à 46,6 %.

L'accroissement de l'emploi à temps partiel a ralenti, passant d'un taux de 4,0 % en 1985 à 3,0 % en 1986. La croissance de ce type d'emploi est plus forte chez les hommes (5,5 %) que chez les femmes (2,1 %).

Soulignons enfin que 74,0 % des emplois créés en 1986 l'ont été dans le secteur tertiaire.

1.4 ... au Québec

Le ralentissement de la croissance économique observé dans les principaux pays de l'OCDE n'a pas épargné le Québec. Tout en maintenant un rythme de progression supérieur à la moyenne canadienne pour une deuxième année consécutive, le PIB québécois a augmenté de 3,5 % en 1986 comparativement à 4,2 % en 1985 (tableau 2).

C'est le dynamisme de la demande intérieure qui est essentiellement responsable de cette performance. Contrairement à l'ensemble canadien où les investissements en capital ont régressé, le Québec connaît une hausse de 3,5 % à ce chapitre. À cause de la diversité de sa structure industrielle, le Québec a moins subi les effets négatifs de la chute des prix pétroliers et du marasme dans la culture des céréales. Ces phénomènes ont particulièrement affecté les investissements dans l'Ouest canadien.

Les dépenses de consommation ont progressé en 1986 à un rythme de 4,8 %, soit une très légère diminution par rapport à 1985 (5,0 %). Avec un revenu personnel disponible réel en hausse de 2,1 %, les Québécois ont mis davantage à contribution leurs épargnes faisant ainsi tomber leur taux d'épargne de 12,0 % en 1985 à 8,0 % en 1986.

Les dépenses en construction résidentielle ont progressé à une vitesse exceptionnelle en 1986 (14,9 %). Les mises en chantier ont atteint un niveau de 60 300, soit une fulgurante augmentation de 23,8 % sur celui de 1985. Un tel sommet n'avait pas été atteint depuis 1976.

L'affaissement des marchés américains et de l'Ouest canadien a ralenti la croissance des livraisons et des exportations québécoises. Ces dernières ont augmenté de 3,7 % relativement à 5,0 % en 1985 tandis que le taux de croissance des livraisons a été de 1,7 % versus 4,9 % en 1985 [1].

Le secteur manufacturier québécois a largement profité de la vigueur de la demande intérieure. Les industries qui fabriquent des produits destinés à la consommation ou reliés à la construction résidentielle ont progressé à un rythme supérieur à la moyenne de ce secteur. À ces industries, il faut ajouter celles des pâtes et papiers, de l'équipement de transport (commun et aérospatial) et des produits électriques et électroniques puisqu'elles ont enregistré de bonnes performances sur les marchés intérieur et extérieurs.

1. Ce taux est basé sur les données portant sur les onze premiers mois de 1986 et 1985.

2. Le marché du travail au Québec en 1986

L'augmentation de l'emploi total au Québec en 1986 a été de 62 000 (2,2 %), permettant ainsi d'atteindre un niveau de 2 866 000 emplois (tableau 3). La performance québécoise à ce chapitre est cependant inférieure à la moyenne canadienne (2,9 %) et ce, pour la première fois depuis 1983.

Cet accroissement de l'emploi a poussé le rapport emploi/population à un sommet historique, soit 55,5 %, dépassant ainsi son niveau d'avant la récession (55,2 % en 1980). Pour sa part, le taux d'activité s'est aussi hissé à un sommet, 62,4 %, soit une très légère hausse par rapport à celui de 1985 (62,2 %).

La progression de la population active (1,3 %) a empêché une diminution plus significative du taux de chômage. Ce dernier se situe à 11,0 % en 1986 comparativement à 11,8 % en 1985. Le nombre de chômeurs quant à lui était de 356 000, en baisse de 20 000 par rapport à 1985.

2.1 L'emploi à temps partiel

La création d'emplois à temps partiel a fortement ralenti en 1986 puisque l'augmentation n'a été que de 3,3 % (13 000) comparativement à 9,2 % (33 000) en 1985 (tableau 4). Signalons que la croissance moyenne de ce type d'emplois durant la décennie 1975-1985 est de 12,6 %. Le Québec a enregistré une hausse de l'emploi à temps plein de 2,0 % (48 000), soit un niveau similaire à 1985 avec 2,1 % (49 000).

Pour l'année qui vient de s'écouler, l'emploi à temps partiel représente 21,0 % de l'augmentation totale de l'emploi contrairement à 40,2 % en 1985. Malgré cela, la part du temps partiel dans l'emploi total a légèrement progressé pour s'établir à 14,1 % en 1986.

Tableau 3
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SELON L'ÂGE ET LE SEXE EN 1986 ET VARIATION PAR RAPPORT À 1985, QUÉBEC

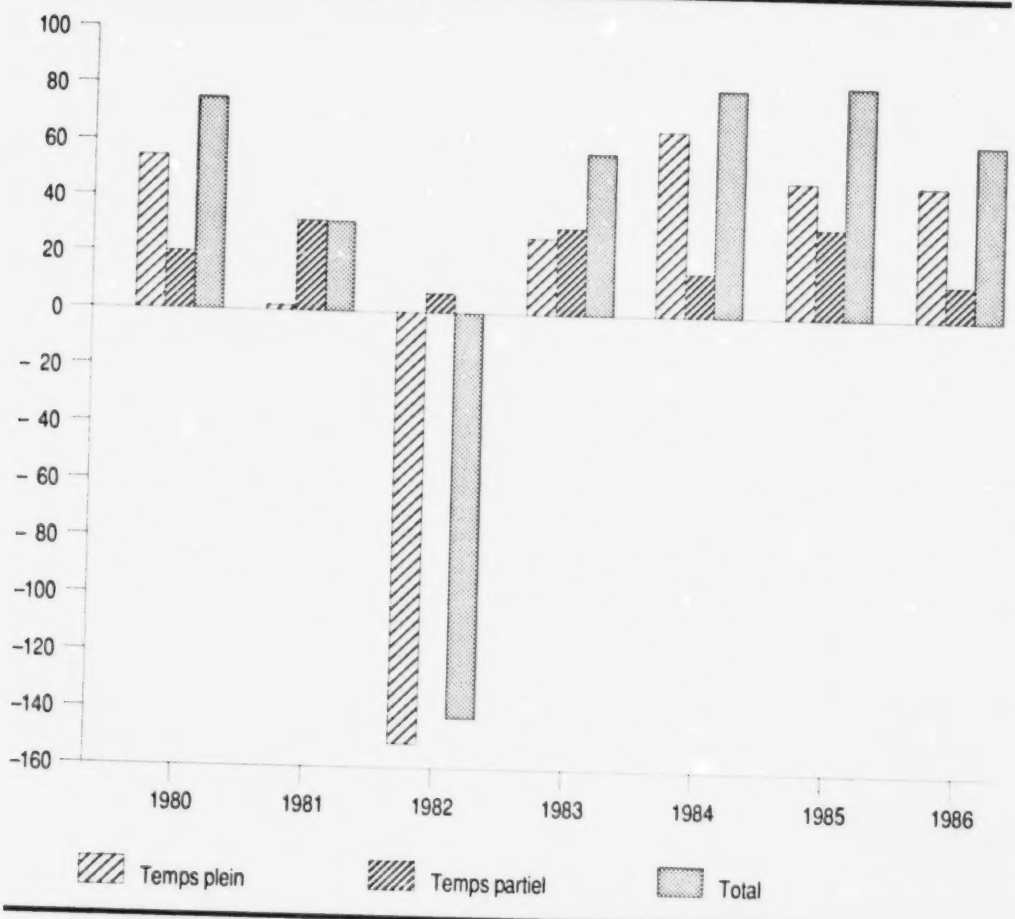
	15-24 ans			25-44 ans			Total		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Population de 15 ans et plus ('000)	541	526	1 067	1 093	1 107	2 201	2 509	2 653	5 162
Variation en %	- 3,0	- 3,3	- 3,3	2,3	2,2	2,3	1,0	0,9	0,9
Population active ('000)	365	320	685	1 014	754	1 768	1 877	1 344	3 221
Variation en %	- 1,1	- 2,4	- 1,7	2,2	5,0	3,5	0,6	2,2	1,3
Emploi ('000)	300	270	570	918	674	1 592	1 678	1 188	2 866
Variation en %	1,0	- 1,8	- 0,2	3,1	5,8	4,3	1,8	2,7	2,2
Chômage ('000)	65	50	116	96	80	176	200	156	356
Variation en %	-11,0	- 5,7	- 7,9	- 5,9	- 1,2	- 3,8	- 8,3	- 1,9	- 5,3
Taux de chômage (%)	17,9	15,7	16,9	9,5	10,6	9,9	10,6	11,6	11,0
Variation	- 1,8	- 0,4	- 1,1	- 0,8	- 0,7	- 0,8	- 1,1	- 0,5	- 0,8
Taux d'activité (%)	67,5	60,9	64,2	92,7	68,1	80,3	74,8	50,6	62,4
Variation	1,3	0,7	1,0	- 0,2	1,8	0,8	- 0,3	0,6	0,2
Emploi/population (%)	55,4	51,3	53,4	83,9	60,9	72,3	66,9	44,8	55,5
Variation	2,3	0,8	1,6	0,6	2,1	1,3	0,6	0,8	0,7

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilations spéciales, Direction de la recherche, M.M.S.R.

Graphique II

Variation de l'emploi au Québec
1980-1986

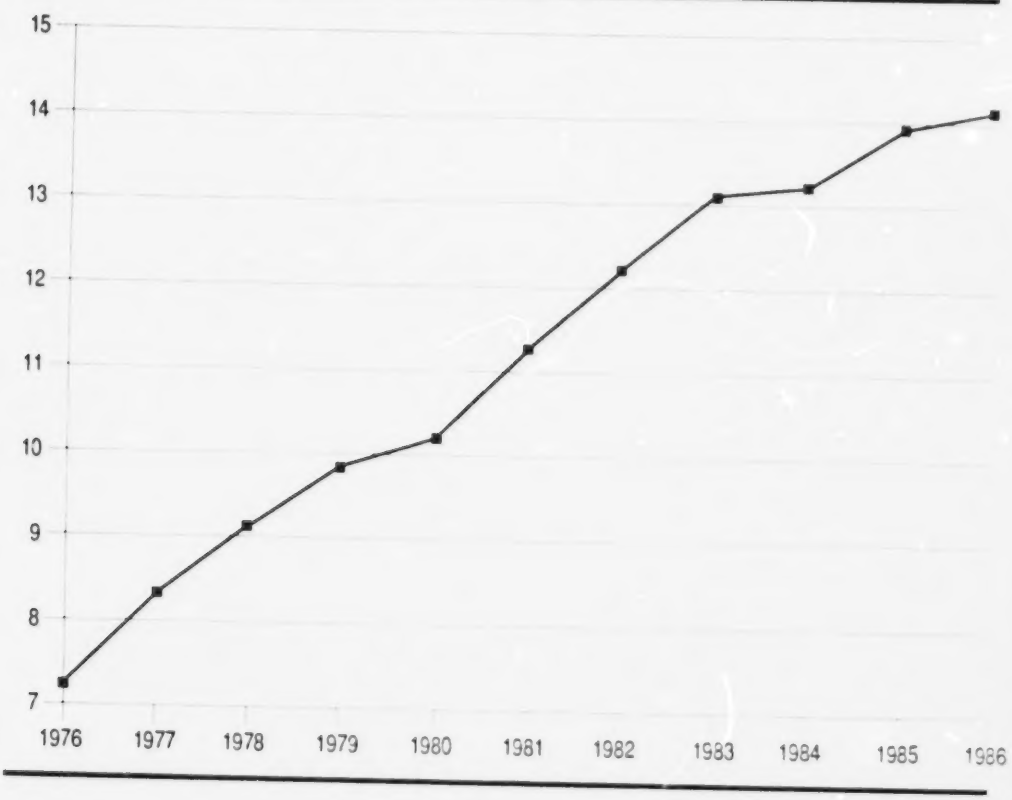
(en milliers)



Graphique III

Part de l'emploi à temps partiel
Dans l'emploi total, Québec

(en pourcentage)



2.2 Le marché du travail selon le sexe

La participation féminine au marché du travail a poursuivi sa tendance des dernières années. Les femmes, encouragées par de meilleures perspectives d'emploi, ont intégré la population active à un rythme de beaucoup supérieur à celui des hommes, soit 2,2 % (29 000) versus 0,6 % (11 000) (tableau 3).

L'emploi féminin a augmenté de 2,7 % (31 000) contre 1,8 % (31 000) chez les hommes. Contrairement aux années précédentes, les femmes ont effectué une percée importante dans l'emploi à temps plein en y obtenant 50,0 % (24 000) des nouveaux postes. Cette performance représente une progression de 2,7 % de l'emploi féminin à temps plein comparativement à 1,6 % chez les hommes.

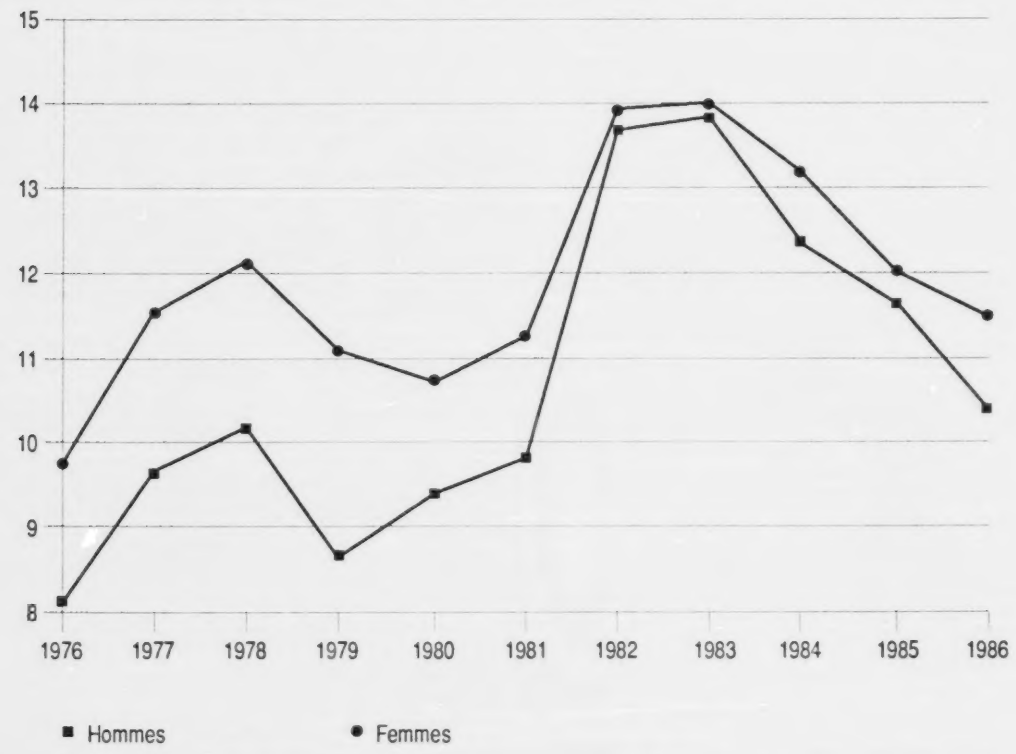
De plus, on constate que l'emploi à temps partiel créé se partage également entre les deux sexes mais que l'évolution de ce type d'emploi a été relativement plus rapide chez les hommes (6,0 %) que chez les femmes (2,6 %) en 1986.

La création d'emplois féminins a dépassé faiblement l'augmentation de la population active féminine, n'entraînant qu'une légère diminution du taux de chômage des femmes à 11,6 %. Par contre, le taux d'activité et le rapport emploi/population féminins ont atteint de nouveaux sommets à 50,6 % et 44,8 % respectivement.

Graphique IV

Taux de chômage au Québec
Selon le sexe

(en pourcentage)



Évoluant dans un contexte moins favorable, les hommes ne se sont pas bousculés à l'entrée du marché du travail. Ils ont connu une diminution de leur taux d'activité qui s'est fixé à 74,8 % et une faible augmentation de leur rapport emploi/population qui a atteint 66,9 %. Cela a eu pour effet de baisser plus significativement leur chômage dont le taux s'établit à 10,6 %.

Globalement, les femmes ont amélioré leur position relative sur le marché du travail et ont enregistré des gains appréciables. En 1986, elles détenaient 41,5 % de tous les emplois et ont obtenu une meilleure part des nouveaux emplois à temps plein.

Graphique V

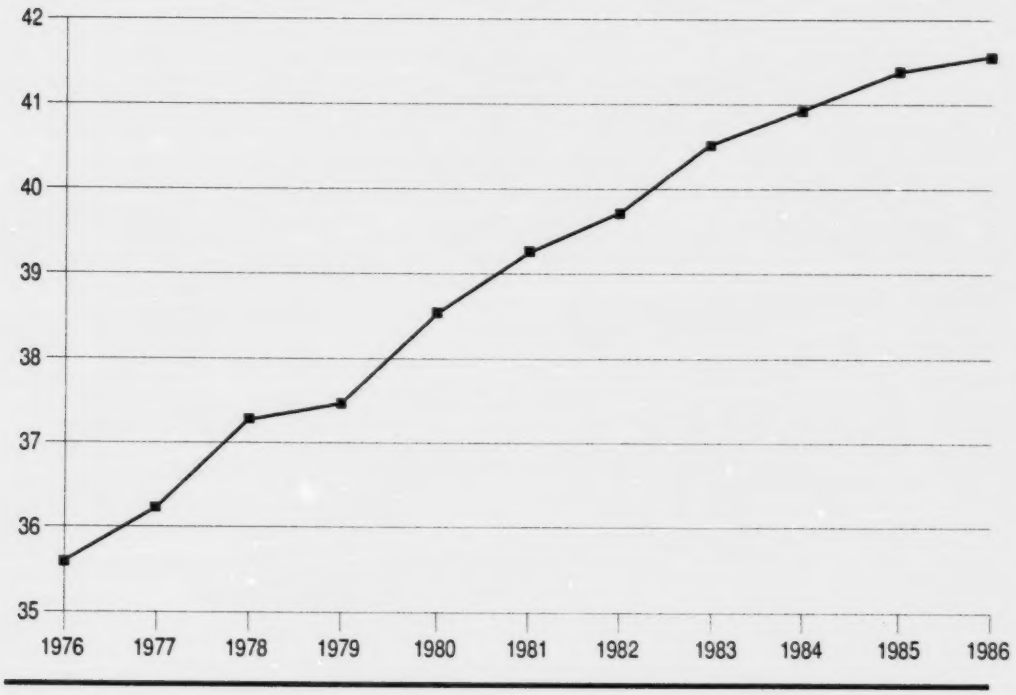
Rapport emploi/population au Québec
Selon le sexe

(en pourcentage)

Graphique VI

Part de l'emploi des femmes
Dans l'emploi total, Québec

(en pourcentage)



2.3 Le marché du travail selon le groupe d'âge

Le marché du travail n'évolue pas uniformément à travers le bassin de main-d'oeuvre. Les phénomènes démographiques et socio-économiques caractérisant les divers groupes d'âge font que les tendances globales masquent certaines réalités spécifiques à chacun de ces groupes.

2.3.1 Les 25-44 ans

Ce groupe profite présentement d'un accroissement démographique très important, amplifiant ainsi les divers taux de croissance. Dans l'ensemble, il continue à particulièrement bénéficier de la croissance économique. Disons que ça va très bien pour ce segment de la population active.

L'entrée massive sur le marché du travail des femmes âgées entre 25 et 44 ans (5,0 %) caractérise l'évolution de la population active pour ce groupe d'âge. Elles semblent attirées par une croissance de l'emploi qui leur est très favorable et elles ont obtenu à ce chapitre une hausse de 5,8 % en 1986. Soulignons que, contrairement à l'année précédente, leurs gains ont été plus prononcés dans l'emploi à temps plein (6,3 %) que dans celui à temps partiel (5,5 %). Ainsi, la forte amélioration observée du côté de l'emploi féminin est entièrement attribuable au groupe des 25-44 ans.

Tableau 4
EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL SELON LE SEXE ET L'ÂGE, QUÉBEC, 1986

	Estimations 1986	Variation 1986/1985	
	en milliers	en milliers	en %
Temps plein			
Les deux sexes	2461	48	2,0
15-24 ans	399	- 7	- 1,7
25-44 ans	1 434	58	4,2
45 ans et plus	628	- 3	- 0,5
Hommes	1 554	24	1,6
15-24 ans	219	0	0,0
25-44 ans	894	27	3,1
45 ans et plus	442	- 3	- 0,7
Femmes	907	24	2,7
15-24 ans	180	- 7	- 3,7
25-44 ans	541	32	6,3
45 ans et plus	186	- 1	- 0,5
Temps partiel			
Les deux sexes	404	13	3,3
15-24 ans	171	5	3,0
25-44 ans	158	8	5,3
45 ans et plus	76	0	0,0
Hommes	124	7	6,0
15-24 ans	24	1	4,3
25-44 ans	81	3	3,8
45 ans et plus	18	1	5,9
Femmes	281	7	2,6
15-24 ans	90	2	2,3
25-44 ans	134	7	5,5
45 ans et plus	57	- 2	- 3,4

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilations spéciales, Direction de la recherche, M.M.S.R.

Notons que le taux d'activité des hommes âgés entre 25 et 44 ans a légèrement régressé en 1986. L'ensemble du groupe des 25-44 ans a amélioré son rapport emploi/population, en le hissant à 72,3 %, et abaissé son taux de chômage à 9,9 %.

2.3.2 Les jeunes (15-24 ans)

Le déclin démographique caractérisant ce groupe s'est faiblement accentué en 1986, atteignant une réduction de 3,3 % comparativement à 3,2 % en 1985. Étant moins nombreux et profitant d'un environnement plus favorable, les jeunes ont nettement amélioré leur situation sur le marché du travail. Même s'il demeure très élevé, leur taux de chômage (16,9 %) accuse une forte baisse par rapport à celui de 1985 (18,1 %).

Au chapitre du rapport emploi/population, les jeunes obtiennent la plus forte progression puisque cet indicateur atteint 53,4 %. Il en va de même pour leur taux d'activité qui s'est fixé à 64,2 %.

Contrairement à leurs aînés, chez les jeunes, c'est l'emploi masculin qui a progressé le plus rapidement. Malgré une tendance similaire dans la décroissance de leur population respective, l'emploi féminin diminuait de 1,8 % tandis qu'une augmentation de 1,0 % était observée dans l'emploi masculin. Parmi tous les sous-groupes, c'est celui des hommes âgés de 15 à 24 ans qui enregistre la meilleure performance au niveau de la progression du rapport emploi/population, soit 2,3 points de pourcentage. Malgré tout, leur taux de chômage (17,9 %) est demeuré plus élevé que celui des jeunes femmes (15,7 %).

L'amélioration observée pour les jeunes est principalement attribuable à l'obtention d'emplois à temps partiel. Leur situation demeure donc précaire.

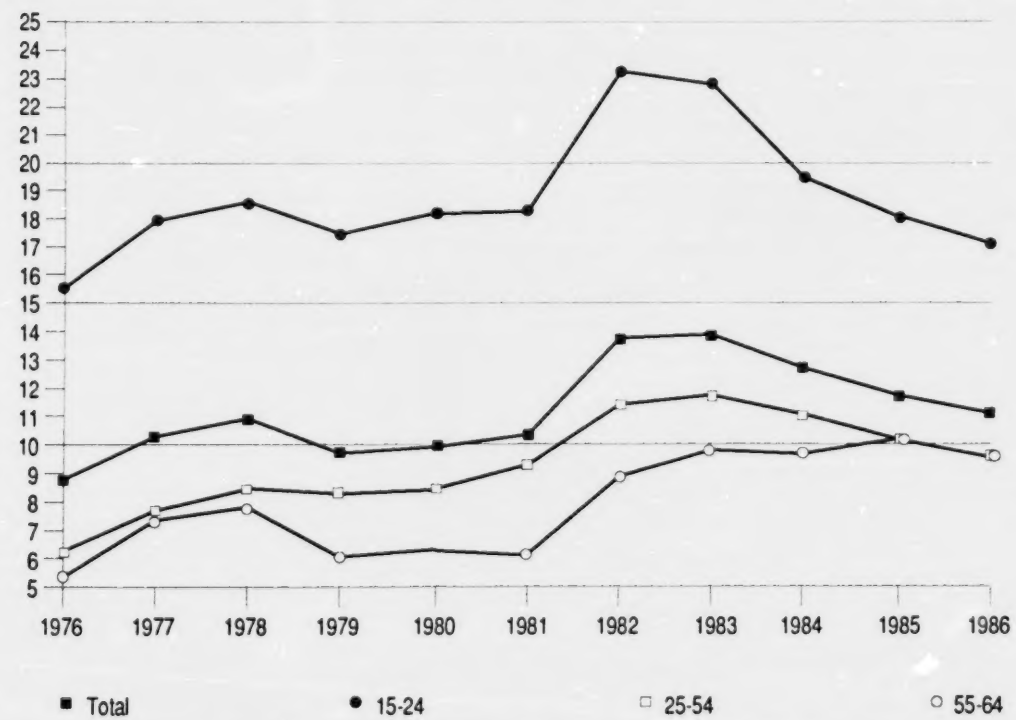
2.3.3 Les plus âgés (45 ans et plus)

Les difficultés rencontrées par ce groupe de travailleurs depuis la récession sont de plus en plus alarmantes. L'éviction du marché du travail frappant cette classe de main-d'oeuvre se manifeste de plus en plus tôt. En 1986, ce groupe a enregistré une perte de 3 000 emplois, occasionnant une importante baisse de son rapport emploi/population de 0,9 point de pourcentage; ce dernier se situant à 37,1 %.

Graphique VII

Taux de chômage au Québec
Selon l'âge

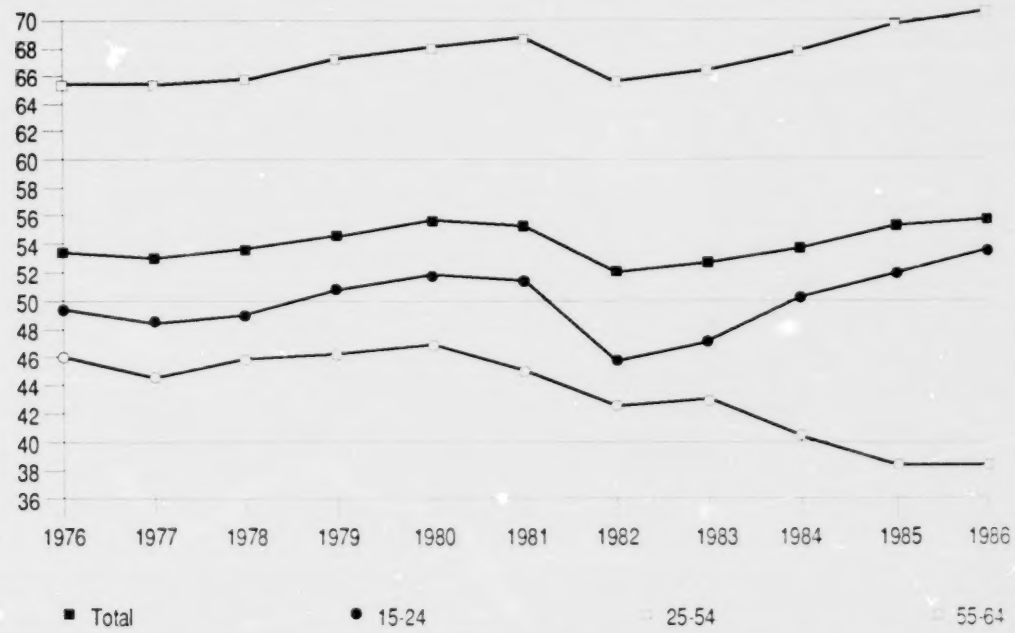
(en pourcentage)



Graphique VIII

Rapport emploi/population au Québec
Selon l'âge

(en pourcentage)



Cette situation affecte particulièrement les travailleurs âgés entre 55 et 64 ans. N'ayant pas atteint dans bien des cas l'âge officiel (65 ans) les rendant admissibles aux plans de retraite, l'éjection du marché du travail leur occasionne d'importants problèmes. En 1986, c'est une saignée de 7 000 emplois qu'a subie ce groupe. Le découragement et l'atonie du marché de l'emploi pour eux les incitent à se retirer assez massivement de la population active. Une baisse de 6,2 % de leur taux d'activité a ainsi été observée en 1986, entraînant ce dernier à 42,5 %. Le rapport emploi/population régressait de 5,6 %, se fixant à 38,5 %. Cette détérioration touche plus lourdement la main-d'oeuvre masculine.

2.4 La durée du chômage

La durée moyenne du chômage au Québec a été légèrement réduite en 1986. Elle était de 24,7 semaines comparativement à 25,4 en 1985. Globalement, les femmes n'ont pas profité de cette baisse puisque leur moyenne a été de 22,4 semaines, en hausse de 0,1 semaine par rapport à l'année précédente (tableau 5). Les gains les plus significatifs ont été obtenus par les jeunes, soit les 15-24 ans. Leur moyenne a enregistré une réduction de 2,3 semaines pour s'établir à 15,8 semaines.

La situation des 25-44 ans et des 45 ans et plus est demeurée plutôt stable. Par contre, celle des 55-64 ans s'est dégradée à une vitesse vertigineuse, atteignant une durée moyenne de chômage dramatique de 42,6 semaines. Cette hausse globale de 7,2 semaines (20,3 %) masque l'explosion observée dans la durée moyenne de chômage chez les femmes de cet âge avec une augmentation de 11,6 semaines (43,4 %).

Ce constat traduit la sombre réalité des travailleurs âgés de 55 à 64 ans et met en lumière les graves problèmes de réinsertion sur le marché du travail vécus par eux suite à une mise à pied.

Tableau 5
DURÉE MOYENNE DU CHÔMAGE SELON L'ÂGE ET LE SEXE, QUÉBEC, 1986

	Estimation 1986 (nombre de semaines)	Variation 1986/1985 (en semaines)
Les deux sexes	24,7	- 0,7
15-24 ans	15,8	- 2,3
25-44 ans	26,4	- 0,3
45 ans et plus	35,8	0,6
55-64 ans	42,6	7,2
Hommes	26,4	- 1,2
15-24 ans	16,1	- 2,8
25-44 ans	28,4	- 1,1
45 ans et plus	39,4	1,6
55-64 ans	44,7	5,9
Femmes	22,4	0,1
15-24 ans	15,5	- 1,5
25-44 ans	24,1	0,9
45 ans et plus	30,4	- 0,4
55-64 ans	38,3	11,6

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilations spéciales, Direction de la recherche, M.M.S.R.

3. L'emploi selon les secteurs d'activités

La création d'emplois en 1986 n'a pas été l'apanage du secteur tertiaire comme cela avait été le cas en 1985. Une forte poussée de l'emploi dans le secteur secondaire s'est opérée, atteignant un taux de croissance de 4,8 % versus 1,7 % pour l'ensemble des industries tertiaires. Pour sa part, l'emploi dans les industries du primaire a régressé de 2,3 % en 1986.

3.1 Le primaire

Le secteur **agricole** québécois a accusé un recul par rapport à 1985, son niveau d'emploi ayant chuté de 3,5 % (3 000). Soulignons que les périodes de gel et de grêle, observées au début et à la fin de l'été dans certaines régions du Québec, ont occasionné d'importantes pertes de récoltes. De plus, la baisse des prix et une surproduction internationale de certains produits sont d'autres facteurs ayant eu une influence négative.

L'industrie **forestière** a continué de bénéficier des programmes gouvernementaux de reboisement et de la bonne tenue des industries québécoises du sciage et des pâtes et papiers. L'emploi y a progressé de 5,3 % (1 000).

Quant à l'industrie **minière**, elle a été affectée par le ralentissement international de la croissance économique. Dans ce secteur, l'emploi a chuté de 8,0 % suite à un recul au niveau des livraisons. Néanmoins, l'évolution des livraisons minérales québécoises n'a pas été uniforme pour tous les produits. Profitant d'une hausse du prix de l'or et de l'excellente performance du secteur de la construction au Québec, les livraisons d'or et de certains minéraux non métalliques (ciment, pierre, sable et gravier) ont progressé au cours de 1986. Par contre, celles de l'amiante, du cuivre et du fer ont accusé un retard par rapport aux niveaux atteints en 1985. Soulignons que les minéraux ci-haut mentionnés représentent plus de 70 % des livraisons minérales au Québec.

3.2 Le secondaire

3.2.1 La construction

L'industrie de la construction a connu une année exceptionnelle en 1986, s'appuyant sur une remarquable performance du résidentiel. Ainsi, le nombre de mises en chantier en 1986 s'est élevé à 60 348, soit une progression de 23,8 % par rapport à 1985. Un tel niveau n'avait pas été obtenu depuis 1976 (68 748).

Tableau 6
LE SECTEUR PRIMAIRE ET LA CONSTRUCTION AU QUÉBEC

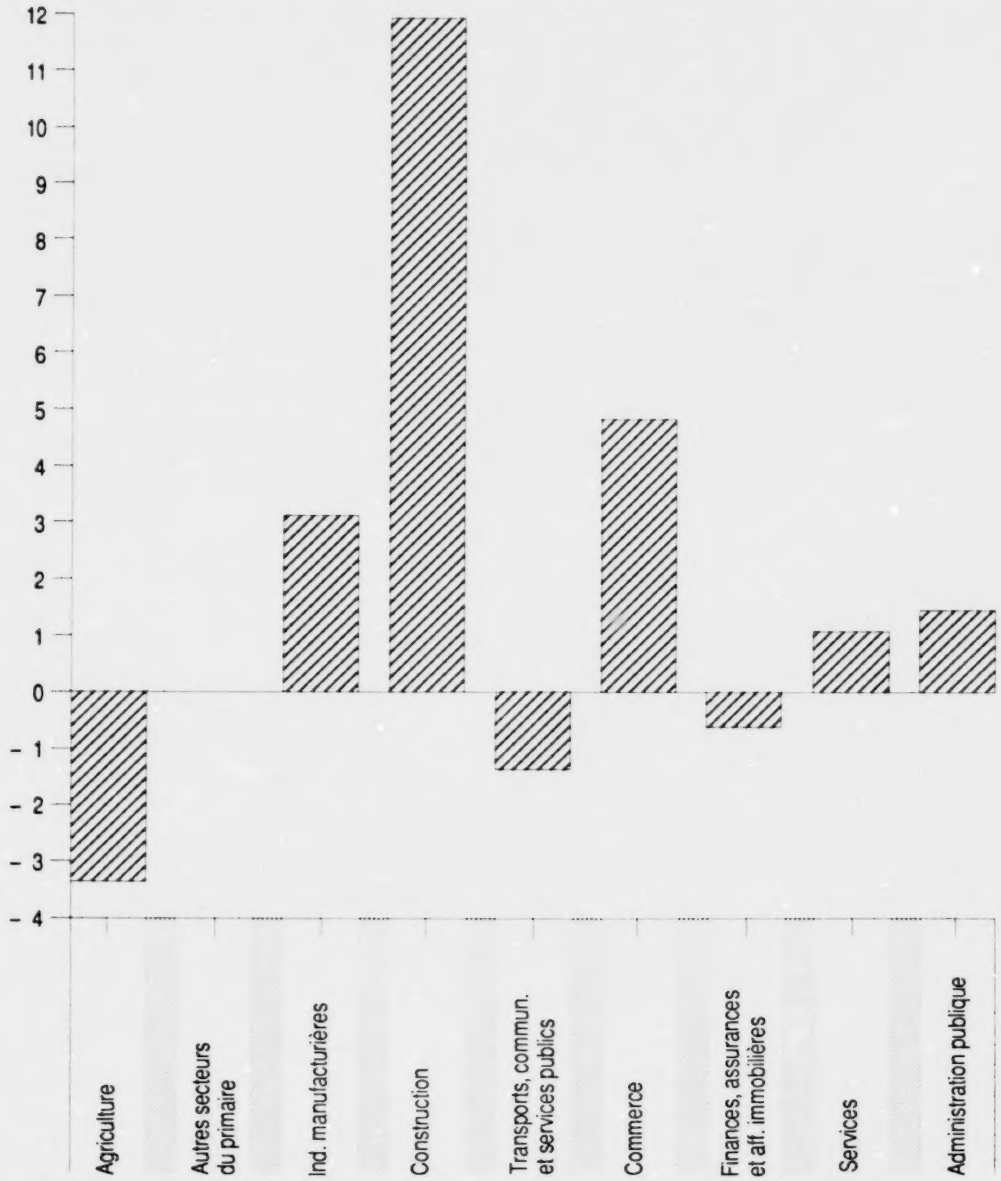
	Emploi		Investissements	
	1986 ('000)	86/85 %	1986 (millions $)	86/85 %
Agriculture, chasse et pêche	85	- 1,2	713	- 15,6
Forêts	20	5,3	69	3,3
Mines	23	- 8,0	585	- 1,2
Total primaire	127	- 2,3	1 367	- 9,2
Construction	141	11,9	506	5,6

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* et Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics au Québec, 1984-1986*.
1986: Prévisions révisées à la mi-année.

Graphique IX

Variation de l'emploi au Québec,
par secteur, 1986 vs 1985

(en pourcentage)



Cet essor s'explique par la baisse des taux hypothécaires, par une formation plus rapide de ménages ainsi que par des flux migratoires plus favorables au Québec. Bien évidemment, d'autres facteurs, comme l'augmentation du pouvoir d'achat et la hausse de l'emploi, ont aussi favorisé cette explosion de la construction résidentielle.

L'ensemble du secteur non résidentiel a été marqué, quant à lui, par un recul en 1986 puisque la valeur des contrats accordés a régressé de 3,8 %. Le sous-secteur des travaux de génie a poursuivi son déclin avec une baisse de 19,0 % en 1986. Ce secteur est en dégradation depuis 1978, témoignant de la réduction des dépenses gouvernementales dans les projets d'immobilisation. Un certain regain avait été observé en 1984 grâce au programme québécois d'assainissement des eaux.

L'autre sous-secteur, soit le bâtiment non résidentiel, a très bien performé (19,5 %) en 1986, profitant du dynamisme du commercial (32,0 %) et de l'industriel (13,0 %) alors que l'institutionnel reculait (30,0 %).

Cette vitalité dans le secteur de la construction a entraîné la création de 15 000 emplois (11,9 %), obtenant ainsi le taux de croissance le plus élevé parmi tous les grands secteurs. Les heures travaillées ont aussi été en forte augmentation.

3.2.2 Les industries manufacturières

Malgré un net ralentissement dans la valeur des livraisons manufacturières (tableau 7), imputable principalement à la forte baisse enregistrée pour les produits raffinés du pétrole et du charbon et à une réduction du taux d'utilisation des capacités, ce secteur a enregistré des gains notables au plan de l'emploi en 1986. Maintenant un taux de croissance supérieur à la moyenne globale (2,2 %), l'emploi a augmenté de 17 000 (3,1 %) dans les industries manufacturières. On retrouvait donc 565 000 emplois dans ce secteur comparativement à un niveau de 619 000 avant la récession.

À ce sujet, plusieurs analystes émettent l'hypothèse que les industries manufacturières pourront difficilement atteindre le niveau d'emploi de 1980 et que le rattrapage est terminé dans ce secteur. En effet, plusieurs entreprises, dans un contexte de gestion plus efficace, utiliseraient plus massivement des services externes (comptabilité, études de marché, traitement informatique, etc.) dans le but de réduire leurs coûts opérationnels et d'améliorer leur productivité. Ce recours à la sous- traitance expliquerait la forte poussée de l'emploi dans le secteur des services aux entreprises.

Globalement, les industries dont les produits sont orientés vers le secteur de la construction ou le commerce, plus particulièrement celles de biens durables ou semi-durables, ont été très performantes en 1986. Elles ont largement profité de la bonne tenue des dépenses de consommation et de l'activité fébrile observée dans l'industrie de la construction. L'excellent résultat obtenu cache cependant une importante asymétrie à l'intérieur du secteur manufacturier au chapitre de la création d'emplois. Ainsi, pendant que l'emploi augmentait dans dix industries, il régressait dans sept autres secteurs. Seules l'industrie de la **machinerie** et celle des **produits divers** ont vu leur niveau d'emploi demeurer stable en 1986.

Les industries où l'emploi a été en hausse

L'industrie des **aliments et boissons** a enregistré une faible croissance de ses livraisons manufacturières (0,7 %) en 1986. Il en est de même pour les investissements (3,0 %). L'emploi quant à lui a progressé de 1,8 % (1 000).

Le secteur du **caoutchouc et plastique** a été l'un des plus dynamiques. En effet, les livraisons ont augmenté de 8,6 % tandis que les investissements étaient en hausse de 82,5 %. Cette bonne conjoncture a favorisé la création de l'emploi puisqu'on a assisté à un ajout de 2 000 postes (10,0 %). Soulignons que cette performance est fortement attribuable au sous-secteur des plastiques. Les produits composés de cette matière font face à une demande en pleine croissance et de nouveaux débouchés apparaissent régulièrement.

Tableau 7
LE SECTEUR MANUFACTURIER AU QUÉBEC

Secteurs	Emploi		Investissements		Livraisons manufacturières	
	1986 ('000)	86/85 %	1986 [1] (millions $)	86/85 %	1986 [2] (millions $)	86/85 [3] %
Aliments et boissons	56	1,8	349	3,0	8 993	0,2
Tabac	4	– 20,0	61	11,7	674	– 5,2
Caoutchouc et plastique	22	10,0	125	82,5	910 [4]	7,6
Cuir	9	28,6	5	– 18,8	437	– 1,7
Textile	31	29,2	109	– 1,4	2 639	7,0
Habillement	76	– 10,6	42	42,8	3 298	5,3
Bois	33	13,8	123	– 14,3	2 512	12,3
Meuble	22	– 12,0	23	25,1	950	3,8
Papier	39	– 7,1	1 482	50,8	5 948	5,8
Imprimerie	42	35,5	82	18,0	2 615	10,0
Première transformation des métaux	32	– 11,1	864	– 25,1	4 508	6,2
Produits métalliques	35	12,9	121	18,7	3 387	0,1
Machinerie	16	0,0	141	5,8	1 013	04
Équipement de transport	47	17,5	226	20,6	4 813	4,1
Produits électriques	37	2,8	211	1,3	2 849	6,4
Produits minéraux non métalliques	13	– 13,3	134	19,5	1 388	5,1
Pétrole et charbon	...	—	120	– 22,3	3 222	– 33,7
Industrie chimique	26	– 7,1	546	51,1	3 885	9,2
Industries manufac. diverses	19	0,0	96	58,9	...	—
Total manufacturier	565	3,1	4 860	13,1	55 584	1,2

Note : Investissements: selon la classification des activités économiques de 1970
Emploi et livraisons manufacturières: selon la classification des activités économiques de 1980

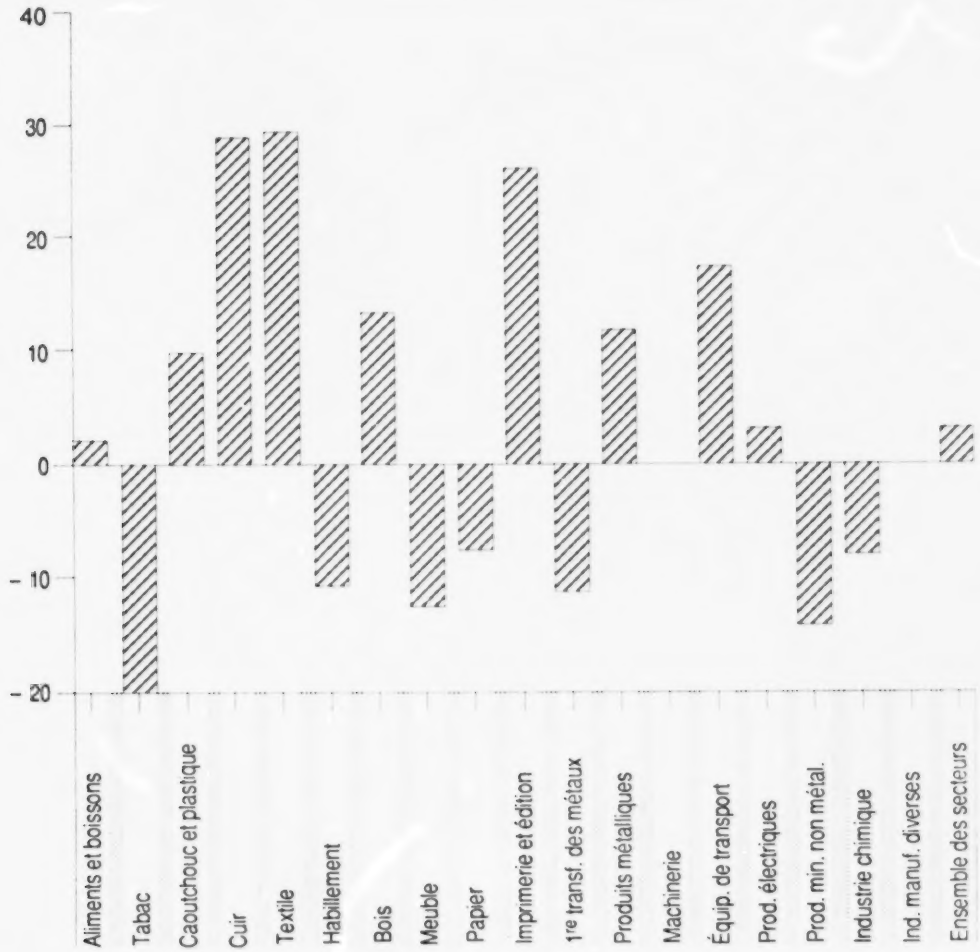
— Données confidentielles
1. Données révisées à la mi-année.
2. Moyenne de janvier à novembre.
3. Variation par rapport à la même période l'an dernier.
4. Plastique seulement

Source : Statistique Canada, CANSIM, et Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics au Québec, 1983-1985.*

Graphique X

Emploi manufacturier au Québec
1986 versus 1985

(en pourcentage)



L'industrie du **cuir** est très capricieuse car, après avoir subi une perte d'emplois de 36,4 % en 1985, c'est un gain de 28,6 % (2 000) qui a été observé en 1986. Cette situation résulte d'une augmentation des livraisons (2,7 %), malgré la levée des quotas sur les chaussures importées pour les hommes et les enfants. Par contre, un fort recul des investissements s'est produit en 1986 (18,8 %), laissant présager un certain pessimisme chez les industriels concernant l'avenir du secteur.

L'emploi dans le secteur du **textile** s'est fortement accru en 1986, soit une majoration de 29,2 % (7 000). Ce surprenant résultat serait attribuable à une forte demande pour certains produits (tapis, carpette, etc.) sur le marché intérieur. Les livraisons ont donc progressé de 7,5 %. Quant aux investissements, ils ont diminué de 1,4 %.

L'industrie du **bois** a largement bénéficié du succès de la construction résidentielle tant au Québec qu'au Canada et aux États-Unis. Signalons que l'annonce d'une taxe spéciale affectant le bois d'oeuvre aurait incité les Américains à majorer leurs commandes pour ce produit. Les livraisons se sont donc améliorées de 13,1 % parallèlement à un recul des investissements (14,3 %). De plus, les exportations vers l'Europe ont été doublées en 1986 comparativement à 1985. Cette excellente activité a propulsé le taux de croissance de l'emploi à 13,8 % (4 000).

C'est dans le secteur de l'**imprimerie et de l'édition** que l'accroissement de l'emploi a été le plus fort. Le taux de croissance s'est élevé à 35,5 %, pour une augmentation des effectifs de 11 000, permettant d'atteindre un nouveau sommet historique, soit 42 000 emplois. Quant aux livraisons, elles ont été améliorées de 9,8 % pendant que les investissements s'accroissaient de 18,0 %.

L'industrie des **produits métalliques** a enregistré en 1986 une faible hausse de ses livraisons (1,5 %). Malgré tout, l'évolution des investissements (+18,7 %) et de l'emploi (+12,9 %, + 4 000) démontre un certain optimisme pour les prochaines années.

Le secteur de l'**équipement de transport** se porte très bien au Québec. Son avenir est des plus prometteurs grâce au dynamisme d'entreprises comme Bombardier, Canadair, Pratt & Whitney et Spar Aerospace, au démarrage de Bell Helicopter Textron et à l'arrivée de Hyundai. En 1986, l'augmentation des livraisons a été de 3,6 % et les investissements ont progressé de 20,6 %, entraînant une croissance de l'emploi de 17,5 % (7 000).

L'industrie des **produits électriques et électroniques** a augmenté ses livraisons de 6,5 % en 1986. Ce résultat est principalement imputable à l'essor de la demande pour les produits électroniques. Malgré d'importantes mises à pied chez Northern Telecom, l'emploi dans ce secteur a progressé de 2,8 % (1 000) grâce à la vitalité d'entreprises comme CAE Electronique, Marconi Canada, Matrox, Camco, et Bell & Howell. Par contre, les investissements ont enregistré une faible hausse (1,3 %).

Les industries où l'emploi a régressé

Le secteur du **tabac** a continué de régresser devant les campagnes anti-tabagisme et les sévères ponctions fiscales dont il est victime. Les livraisons ont donc chuté de 6,5 % entraînant une baisse de l'emploi de 20,0 % (1 000). Malgré tout, les investissements ont progressé de 11,7 % reflétant la concentration de la production et la modernisation des équipements.

Après avoir enregistré l'un des plus forts taux de croissance durant la période 1983-1985, l'emploi dans l'industrie de l'**habillement** a fortement diminué en 1986. La perte s'élève à 9 000 (10,6 %). Ce phénomène traduirait d'importants gains de productivité puisque les livraisons ont augmenté de 6,9 % et que les investissements se sont accrus de 42,8 %.

Le secteur du **meuble** ressent de plus en plus la concurrence étrangère et doit être de plus en plus compétitif. Les nouveaux investissements (25,1 %) sont prioritairement destinés à l'achat d'équipements afin d'améliorer la productivité. Malgré une baisse de l'emploi de 12,0 % (3 000), 1986 aura été une bonne année puisque les livraisons ont été accrues de 5,3 %.

Le programme gouvernemental de modernisation adopté pour l'industrie du **papier** et la compétition internationale ont engendré des investissements massifs afin d'améliorer la productivité. En 1986, ces derniers ont augmenté de 50,8 %. Étant plus productives et profitant de la dépréciation du dollar canadien face aux principales devises européennes, les entreprises québécoises ont ainsi amélioré leur position concurrentielle vis-à-vis leurs compétiteurs de la Scandinavie. Les livraisons ont donc été haussées de 6,5 %. Par contre, ces effets ne se sont pas répercutés sur le marché de l'emploi puisque ce dernier subissait un recul de 7,1 % (3 000).

Malgré une meilleure activité dans le domaine de l'aluminium (augmentation de la production chez Reynolds et Alcan et ouverture de Péchiney), l'emploi dans le secteur des **métaux de première transformation** a régressé de 11,1 % (4 000) en 1986 pendant que les livraisons augmentaient de 6,8 %. Avec la fin de la construction de Péchiney et d'autres grands projets principalement dans le secteur de l'aluminiun, les investissements ont reculé de 25,1 % par rapport à 1985.

La forte demande provenant du secteur de la construction pour des **produits non métalliques** (ciment, granit, sable) a permis à cette industrie de majorer ses livraisons de 6,9 % et ses investissements de 19,5 %. Pour sa part, l'emploi était en baisse de 13,3 % (2 000).

1986 s'avère une année décevante pour l'industrie québécoise du **pétrole et charbon**. La fermeture de la raffinerie Gulf a contribué à faire chuter l'emploi dans ce secteur sous le seuil des 4 000, soit une perte de 1 000 postes ou plus (puisque les données ne sont pas disponibles sous les 4 000), et à réduire les livraisons de 33,8 %. Les investissements, eux, chutaient de 22,3 %. Soulignons que la déréglementation des marchés canadiens du pétrole brut et des produits raffinés a aussi entraîné une forte augmentation des importations au Québec, influençant négativement les livraisons québécoises.

L'industrie **chimique** a vu ses investissements augmenter de 51,1 % en 1986 et ses livraisons de 9,4 %. Par contre, l'emploi a diminué de 7,1 % (2 000). Signalons la fermeture de l'usine BASF et celle de l'usine de phénol de Gulf Canada, quoiqu'une partie des employés mis à pied par cette dernière compagnie a été rappelée suite à la réouverture de l'usine effectuée par Lavalin inc.

3.3 Le tertiaire

La performance du secteur des services se situe en 1986 sous la moyenne de l'ensemble des activités économiques, soit une hausse de l'emploi de 1,7 % versus 2,2 %. Contrairement à la période 1982-1985, le tertiaire n'aura pas été en 1986 l'élément moteur de la création d'emplois. Il s'est ajouté 33 000 emplois dans les industries de services, permettant d'atteindre un niveau de 2 033 000 postes en 1986.

Les industries des **transports, communications et services d'utilité publique** n'ont pu maintenir l'excellente performance obtenue en 1985 pour la création d'emplois (9,4 %). En 1986, elle a été négative (1,4 %), entraînant la perte de 3 000 postes. Ce secteur est donc revenu à sa tendance des années 1980-1984. Cette baisse est attribuable aux sous-secteurs des communications et postes (-1,5 %) et de l'électricité, gaz et eau (-9,7 %). Stimulée par le dynamisme du secteur manufacturier, l'industrie du transport et de l'entreposage a augmenté ses effectifs de 0,8 % (1 000).

Parmi toutes les industries de services, c'est celle du **commerce** qui a obtenu la plus forte progression de l'emploi. Grâce à un taux de croissance de 9,8 % de la valeur des ventes au détail, ce sont 24 000 emplois nouveaux qui se sont ajoutés à ceux de 1985.

Tableau 8
LE SECTEUR TERTIAIRE AU QUÉBEC

	Emploi		Investissements	
	1986 ('000)	86/85 %	1986 (millions $)	86/85 %
Transports	124	0,8	1 308	– 0,7
Communications	65	– 1,5	1 194	10,1
Électricité, gaz et eau	28	– 9,7	2 236	– 1,0
Commerce	515	4,9	524	3,9
Finances, ass et affaires immob.	155	– 0,6	1 106	10,3
Services commerciaux et personnels	479	7,4	1 899	16,6
Services médicaux, sociaux et enseignement	468	– 4,7		
Adm. publique	198	1,5	3 503 [1]	2,1
Total	2 033	1,7	11 770	4,8

Note : Investissements: selon la classification des activités économiques de 1970
Emploi et livraisons manufacturières: selon la classification des activités économiques de 1980

1. Comprend les investissements dans les services médicaux, sociaux et dans l'enseignement.

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics au Québec, 1983-1985.*

L'accroissement a été plus rapide dans le commerce de gros (8,6 %) que dans celui de détail (3,6 %).

Le secteur des **finances, assurances et affaires immobilières** a enregistré une régression de l'emploi de 0,6 % (1 000). Soulignons qu'en 1986, nous avons assisté à plusieurs prises de contrôle et intégrations d'entreprises dans ce secteur afin de se positionner dans le cadre du décloisonnement des services financiers qui doit avoir lieu en 1987 et afin d'élargir leur part de marché. Par exemple, la Banque Nationale du Canada fusionnait avec la Banque Mercantile en novembre 1985 tandis que le Groupe Laurentien devenait en 1986 un important actionnaire de la Banque d'Épargne et de la maison de courtage en valeurs mobilières Geoffrion Leclerc.

Les **services socio-culturels, commerciaux et personnels** ont progressé lentement en 1986. Le taux de croissance global de l'emploi n'a été que de 1,1 % (10 000). Pendant que l'emploi demeurait stable dans l'enseignement, il augmentait de 1,5 % (4 000) dans les services médicaux et sociaux. Le domaine de la restauration et de l'hébergement continuait en 1986 sa fulgurante expansion. L'emploi s'y est accru de 7,9 % (12 000) tandis qu'il reculait dans les services personnels (2,4 %) et dans les activités de divertissement et loisirs (6,3 %). Un faible accroissement (0,9 %) a été observé dans les services aux entreprises.

L'administration publique et la défense ont enregistré une hausse de leurs effectifs de 1,5 % (3 000). Cette progression de l'emploi dans ce secteur est attribuable aux administrations fédérale et locales puisque l'emploi dans l'administration provinciale a régressé de 5,5 % (4 000).

3.4 L'emploi à temps plein et à temps partiel par secteur d'activité

L'analyse de l'évolution de l'emploi à temps plein et à temps partiel démontre que ce dernier a régressé dans la construction et le commerce (tableau 9). Les nouveaux emplois dans ces secteurs sont donc des postes à temps plein. Rappelons que le commerce et la construction ont été les secteurs les plus dynamiques pour la création d'emplois en 1986.

Par contre, l'emploi à temps plein a diminué dans les secteurs des transports, communications et autres services publics, des finances, assurances et affaires immobilières et de l'administration publique. La perte d'emplois observée dans les deux premiers secteurs s'est donc effectuée au détriment de l'emploi à temps plein tandis que l'accroissement des effectifs dans l'administration publique n'est dû qu'à la création de postes à temps partiel.

Pendant que l'emploi à temps plein augmentait de 0,3 % dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels, celui à temps partiel progressait de 3,8 % dans ce même secteur.

Tableau 9
EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ, QUÉBEC (en milliers)

	Temps plein		Temps partiel	
	1986	1985	1986	1985
Manufacturier	544	530	20	18
Construction	133	116	8	9
Services	1 672	1 651	360	350
Transports, communications et autres serv. publics	207	211	11	10
Commerce	419	395	96	97
Finances, assurances et affaires immobilières	138	139	17	17
Services socio-commerciaux et personnels	728	726	219	211
Administration publique et défense	181	180	17	14

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilations spéciales, Direction de la recherche, M.M.S.R.

4. Les régions

4.1 L'emploi

En 1986, l'emploi s'est accru dans la plupart des régions, à l'exception du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie et de l'Outaouais. La progression a été particulièrement forte en Abitibi-Témiscamingue (9,2 %), au Saguenay — Lac-Saint-Jean (7,3 %), en Mauricie — Bois-Francs (6,6 %) et, dans une moindre mesure, dans la région Laurentides-Lanaudière (2,8 %). Les autres régions où il y a eu hausse ont connu des performances inférieures à la moyenne québécoise (2,2 %), en particulier dans la grande région de Québec et celle de Montréal-Centre.

Sauf en Estrie et dans l'Outaouais où l'on enregistrait une légère baisse et dans la Montérégie où le nombre d'actifs demeurait stable, les marchés du travail régionaux ont enregistré une augmentation de leur population active en 1986. Cependant, l'afflux de nouveaux arrivants sur le marché du travail a été fort inégal d'une région à l'autre, allant d'à peine 0,4 % dans Montréal-Centre à plus de 6,0 % en Abitibi-Témiscamingue. Signalons aussi que la Côte-Nord, Nouveau-Québec constitue la seule région où l'accroissement du nombre de participants au marché du travail s'est avéré supérieur aux emplois créés.

L'amélioration des conditions de l'emploi prévalant dans chacune des régions s'est faite à des degrés différents, du moins à la lumière du taux d'activité. Règle générale, les régions qui ont affiché une bonne, sinon une excellente performance au chapitre de la création d'emplois, ont vu leur taux d'activité augmenter fortement: Abitibi-Témiscamingue (2,9 points), la Mauricie-Bois-Francs, le Saguenay — Lac-Saint-Jean (2,1 points chacune) et Laurentides-Lanaudière (0,2 point). L'inverse se vérifie également, soit un taux d'activité en baisse, sinon stable dans les régions où l'emploi ne s'est amélioré que timidement, à défaut de diminuer ou de stagner. La Côte-Nord, Nouveau-Québec fait exception à la règle puisque le taux de participation y a grimpé de 2,2 points alors que le nombre de personnes occupées ne s'accroissait que de 0,6 %.

Fait positif, le taux de chômage a reculé dans une majorité de régions, sauf dans le Bas-Saint-Laurent — Gaspésie, la Côte-Nord, Nouveau-Québec, l'Outaouais et celle de Québec. Les baisses ont été particulièrement marquées en Abitibi-Témiscamingue (2,3 points) et au Saguenay — Lac-Saint-Jean (1,5 point). Cette diminution presque généralisée du taux de chômage s'explique surtout par une création d'emplois supérieure à la hausse de la population active.

4.2 L'emploi à temps plein et à temps partiel

Sur les 62 000 emplois créés au Québec en 1986, 48 000 étaient à temps plein. Il faut d'abord souligner la mauvaise performance de la région de Montréal-Centre avec une faible hausse de 0,6 % (5 000) de l'emploi à temps plein ; on signalait un bilan à peine meilleur dans la région de Québec avec 3 000 personnes occupées à temps plein de plus, soit une augmentation de 0,9 % par rapport à 1985.

Par ailleurs, la croissance de l'emploi à temps plein a dépassé la moyenne québécoise (2,0 %) dans 5 régions, soit l'Abitibi-Témiscamingue, (10,9 %), le Saguenay — Lac-Saint-Jean, (7,4 %), la Mauricie — Bois-Francs, (5,1 %), les Laurentides-Lanaudière (3,7 %) et la Montérégie (2,6 %). Si le stock d'emplois de cette nature stagnait en Estrie et sur la Côte-Nord, Nouveau-Québec seul le Bas-Saint-Laurent — Gaspésie était à contre-courant de la tendance provinciale avec une perte de postes à temps plein de l'ordre de 2,0 %.

L'emploi à temps partiel a particulièrement retenu l'attention dans les régions de Québec, de Montréal-Centre et de l'Estrie. La majorité des nouvelles personnes occupées y ont trouvé un emploi de ce genre (12 000 sur 17 000 dans Montréal-Centre, 4 000 sur 6 000 dans la région de Québec et la totalité des nouveaux emplois en Estrie).

Tableau 10
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL RÉGIONAL

		Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité %	Taux de chômage %	Rapp. emploi/ pop. %
Bas-Saint-Laurent— Gaspésie	1986	257,3	140,8	114,0	26,7	54,7	18,9	44,3
	1985	254,3	140,1	115,4	24,6	55,1	17,6	45,4
	Var. en %	1,2	0,5	– 1,2	8,5			
Saguenay—Lac-Saint-Jean	1986	236,4	138,8	120,5	18,5	58,7	13,3	51,0
	1985	233,0	131,9	112,3	19,7	56,6	14,8	48,2
	Var. en %	1,5	5,2	7,3	– 6,1			
Québec	1986	728,5	445,2	404,8	40,3	61,1	9,1	55,6
	1985	723,3	438,4	398,6	39,9	60,6	9,1	55,1
	Var. en %	0,7	1,6	1,6	1,0			
Mauricie— Bois-Francs	1986	366,3	222,3	194,7	27,5	60,6	12,4	53,1
	1985	361,3	211,3	182,6	28,8	58,5	13,6	50,5
	Var. en %	1,4	5,2	6,6	– 4,5			
Estrie	1986	202,8	124,3	112,5	11,8	61,3	9,5	55,5
	1985	200,7	124,5	111,2	13,6	62,1	10,8	55,4
	Var. en %	1,0	– 0,2	1,2	–13,2			
Montérégie	1986	840,5	547,3	497,1	50,3	65,1	9,2	59,1
	1985	830,5	547,3	490,0	57,1	65,9	10,5	59,0
	Var. en %	1,2	0,0	1,4	–11,9			
Montréal-Centre	1986	1 673,8	1 062,8	944,6	117,9	63,5	11,1	56,4
	1985	1 667,7	1 058,2	927,7	130,7	63,5	12,3	55,6
	Var. en %	0,4	0,4	1,8	– 9,8			
Laurentides-Lanaudière	1986	463,4	287,8	257,0	30,7	62,2	10,7	55,5
	1985	454,5	282,0	249,9	32,0	62,0	11,3	55,0
	Var. en %	2,0	2,1	2,8	– 4,1			
Outaouais	1986	191,8	127,3	111,6	15,7	66,4	12,3	58,2
	1985	189,5	127,4	113,5	13,9	67,3	10,9	60,0
	Var. en %	1,2	– 0,1	– 1,7	12,9			
Abitibi-Témiscaminque	1986	113,5	68,3	60,3	8,1	60,3	11,8	53,2
	1985	111,8	64,3	55,2	9,0	57,4	14,1	49,4
	Var. en %	1,5	6,2	9,2	–10,0			
Côte-Nord, Nouveau-Québec	1986	87,9	56,4	48,1	8,5	64,4	14,9	54,8
	1985	88,9	55,3	47,8	7,6	62,2	13,6	53,8
	Var. en %	– 1,1	2,0	0,6	11,8			
TOTAL QUÉBEC	1986	5 162	3 221	2 866	356	62,4	11,0	55,5
	1985	5 115	3 181	2 804	376	62,2	11,8	54,8
	Var. en %	0,9	1,3	2,2	– 5,3			

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilations spéciales, Direction de la recherche, M.M.S.R.

Tableau 11
RÉPARTITION RÉGIONALE DE L'EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL

Région	Emploi à temps plein 1986	Emploi à temps partiel 1986	Variation par rapport à 1985			
			Temps plein		Temps partiel	
	('000)	('000)	('000)	%	('000)	%
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	97	16	– 2	– 2,0	0	0,0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	101	20	7	7,4	1	5,3
Québec	341	64	3	0,9	4	6,7
Mauricie—Bois-Francs	165	30	8	5,1	4	15,4
Estrie	92	21	0	0,0	2	10,5
Montérégie	428	69	11	2,6	– 4	– 5,5
Montréal-Centre	817	128	5	0,6	12	10,3
Laurentides-Lanaudière	226	31	8	3,7	– 1	– 3,1
Outaouais	100	11	1	1,0	– 3	– 21,4
Abitibi-Témiscamingue	51	9	5	10,9	– 1	10,0
Côte-Nord, Nouveau-Québec	42	6	0	0,0	0	0,0
TOTAL QUÉBEC	2 461	404	48	2,0	13	3,3

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilations spéciales, Direction de la recherche, M.M.S.R.

Les postes à temps partiel se sont aussi accrus substantiellement en Mauricie — Bois-Francs, au Saguenay — Lac-Saint-Jean et en Abitibi-Témiscamingue mais ne formaient qu'une partie mineure des emplois créés dans ces trois régions. Dans l'Outaouais, la Montérégie et la région des Laurentides-Lanaudière, on enregistrait une perte d'effectifs à temps partiel alors que le personnel affecté à des postes de ce type demeurait stable dans le Bas-Saint-Laurent — Gaspésie.

4.3 L'emploi féminin

L'emploi féminin a progressé dans presque toutes les régions; seuls le Bas-Saint-Laurent — Gaspésie et l'Outaouais font bande à part avec un recul de 2,0 % et de 4,1 % respectivement. De plus, la hausse du nombre de femmes en emploi a été aussi en deçà de la moyenne québécoise (2,7 %) dans la Montérégie (0,5 %), Montréal-Centre (1,7 %) et l'Estrie (2,1 %).

Les employeurs ont embauché plus de femmes que d'hommes dans quatre régions: Québec, Estrie, Laurentides-Lanaudière et Côte-Nord, Nouveau-Québec. Signalons aussi une chute du personnel masculin dans le Bas-Saint-Laurent — Gaspésie, la région de Québec et dans l'Outaouais et une stabilité en Estrie et sur la Côte-Nord, Nouveau-Québec.

4.4 La place des jeunes

La conjoncture pour le groupe des 15 à 24 ans varie sensiblement d'une région à l'autre. La situation de l'emploi demeure préoccupante chez les jeunes du Saguenay — Lac-Saint-Jean, de l'Outaouais et de la région de Québec avec, au total, 12 000 postes perdus.

Tableau 12
RÉPARTITION RÉGIONALE DE L'EMPLOI SELON LE SEXE

Région	Hommes 1986 ('000)	Femmes 1986 ('000)	Variation par rapport à 1985			
			Hommes		Femmes	
			('000)	%	('000)	%
Bas-Saint-Laurent— Gaspésie	66	48	– 1	– 1,5	– 1	– 2,0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	76	44	4	5,6	4	10,0
Québec	232	173	– 2	– 0,9	8	4,8
Mauricie—Bois-Francs	116	78	7	6,4	4	5,4
Estrie	64	43	0	0,0	1	2,1
Montérégie	299	198	6	2,0	1	0,5
Montréal-Centre	532	413	10	1,9	7	1,7
Laurenties-Lanaudière	159	98	1	0,6	5	5,4
Outaouais	64	47	– 1	– 1,5	– 2	– 4,1
Abitibi-Témiscamingue	37	23	3	8,8	2	9,5
Côte-Nord, Nouveau-Québec	31	18	0	0,0	1	5,9
TOTAL QUÉBEC	1 678	1 188	30	1,8	31	2,7

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilations spéciales Direction de la recherche, M.M.S.R.

Si les personnes de 15 à 24 ans du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie et de la Côte-Nord, Nouveau-Québec n'ont pas eu à subir de pertes d'emplois, les jeunes ont pu bénéficier d'un environnement encore plus favorable ailleurs. Dans la grande région métropolitaine de Montréal l'emploi pour les moins de 25 ans a augmenté de 9 000 (2,7 %); pendant ce temps, on recensait des ajouts de 3 000 personnes occupées âgées de 15 à 24 ans en Mauricie — Bois-Francs (8,1 %) et de 2 000 (16,7 %) en Abitibi-Témiscamingue.

Enfin, les jeunes bénéficiaient de la presque totalité des emplois créés en Estrie au cours de 1986.

4.5 L'emploi chez les travailleurs plus âgés

La création d'emplois en 1986 n'a pas été favorable aux travailleurs de plus de 45 ans. Ainsi, nous retrouvons 704 000 personnes occupées dans cette catégorie d'âge en 1986 contre 707 000 en 1985, soit une perte nette de 3 000 (0,4 %). La situation a évolué différemment selon les régions. Une perte d'effectifs était notée dans Montréal-Centre (6 000), sur la Côte-Nord, Nouveau-Québec (2 000), en Estrie (2 000) et dans l'Outaouais (1 000) alors que les gains se faisaient surtout sentir dans le Bas-Saint-Laurent — Gaspésie (9 000), en Mauricie — Bois-Francs (4 000), en Abitibi-Témiscamingue et dans Laurentides-Lanaudière (2 000). Au Saguenay — Lac-Saint-Jean, ce groupe d'âge n'a profité d'aucun nouvel emploi. Dans le Bas-Saint-Laurent — Gaspésie, on comptabilisait une augmentation de 33,0 % chez les personnes occupées âgées de plus de 45 ans alors que l'emploi régional baissait. Les travailleurs plus âgés ont amélioré leur situation dans les régions où la création d'emplois a progressé à un rythme supérieur à la moyenne québécoise.

4.6 Un bilan par région

4.6.1 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie

Depuis 1983, le Bas-Saint-Laurent — Gaspésie devançait toutes les régions du Québec pour le taux de croissance de l'emploi. Malheureusement, la région n'a pu renouveler son exploit, le nombre de personnes occupées passant de 115 400 en 1985 à 114 000 en 1986, soit une baisse de 1,2 %. Le taux de chômage s'en est ressenti, se chiffrant à 18,9 % , soit 1,3 point de plus que l'année précédente.

Le marché du travail de la Gaspésie ne s'est pas comporté comme celui du Bas-Saint-Laurent. En effet, les pertes d'emplois (2 500) sont exclusives à cette dernière région, ce qui a terni la bonne performance de la Gaspésie (addition de 1 100 personnes occupées). Cependant, dans les deux cas, le taux de chômage s'inscrivait en hausse, résultant d'un moins grand nombre d'emplois dans le Bas-Saint-Laurent et d'un afflux de population active en Gaspésie. Dans l'ensemble régional, l'emploi féminin a régressé plus fortement que celui des hommes (2,0 % contre 1,5 %), ces derniers ayant subi une perte de postes à temps plein compensée en partie seulement par un accroissement des emplois à temps partiel. Les jeunes de 15 à 24 ans n'ont pas vu d'amélioration de leur niveau d'emploi lequel est demeuré stable à 21 000 en 1986 par rapport à 1985.

Sur un autre plan, si les personnes sans emploi du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie ont chômé en plus grand nombre en 1986, leur durée de chômage est passée de 25,2 semaines en 1985 à 24,1 semaines en 1986.

Dans le secteur primaire, l'emploi forestier a augmenté significativement alors qu'il demeurait inchangé dans la pêche, en dépit d'une bonne année dans les prises de poissons et de crustacés. Les autres branches du primaire (mines, etc.) ont connu un niveau d'activité égal ou supérieur à celui de 1985.

Tableau 13
EMPLOI DES 15-24 ANS PAR RÉGION
VARIATION 1986 PAR RAPPORT À 1985

Région	Emploi 15-24 ans		Variation	
	1986 ('000)	1985 ('000)	nombre ('000)	%
Bas-Saint-Laurent— Gaspésie	21	21	0,0	0,0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	22	25	- 3	- 12,0
Québec	75	81	- 6	- 7,4
Mauricie—Bois-Francs	37	34	3	8,8
Estrie	24	23	1	4,3
Montérégie	98	97	1	1,0
Montréal-Centre	196	191	5	2,6
Laurentides-Lanaudière	52	49	3	6,1
Outaouais	23	26	- 3	- 11,5
Abitibi-Témiscamingue	14	12	2	16,7
Côte-Nord, Nouveau-Québec	9	9	0	0,0
TOTAL QUÉBEC	570	571	-1,0	0,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilations spéciales, Direction de la recherche, M.M.S.R.

Le ralentissement identifié dans l'industrie des aliments et boissons, surtout dans la transformation des produits de la mer, constitue le seul point négatif de l'activité manufacturière régionale en 1986. Mentionnons le sommet atteint dans l'emploi du secteur de l'équipement de transport (+7,9 %) et la bonne performance de l'industrie du bois de sciage (+5,4 %). La construction, alimentée par la fébrilité des chantiers résidentiels (le multifamilial notamment) et par le programme d'assainissement des eaux, a bénéficié d'une augmentation de 7,0 % des personnes occupées.

Le secteur tertiaire retient l'attention pour la performance inégale de ses composantes. Alors que la branche des transports, communications et autres services publics écopait d'une baisse d'emplois (600), à l'instar du commerce (1 800), des services personnels (500), des services médicaux et sociaux (600) ainsi que de l'administration publique (300), les effectifs étaient à la hausse dans les finances, assurances et affaires immobilières (100), dans l'enseignement (200) mais surtout dans le secteur de l'hébergement-restauration, avec 1 500 emplois supplémentaires.

4.6.2 Saguenay — Lac-Saint-Jean

Pour une deuxième année consécutive, les conditions du marché du travail se sont améliorées de manière significative au Saguenay — Lac-Saint-Jean. La croissance de l'emploi s'est maintenue à un niveau élevé autant en 1986 (7,3 %) qu'en 1985 (8,1 %), que ce soit dans l'agglomération de Chicoutimi-Jonquière (7,4 % en 1986) ou dans le reste de la région (7,2 %). L'amélioration de la situation économique a entraîné une progression marquée de la population active (6 900) qui, en étant inférieure à celle des personnes occupées (8 200), a provoqué une chute importante du taux de chômage, passant de 14,9 % en 1985 à 13,3 % en 1986; ce qui équivaut, néanmoins, à la présence de 18 500 chômeurs dans la région.

Les jeunes de 15 à 24 ans ont subi une baisse de 3 000 personnes occupées (12,0 %), soit de 25 000 en 1985 à 22 000 en 1986. La condition des jeunes reste donc toujours plus difficile sur le marché du travail régional que dans l'ensemble de la province avec un taux de chômage supérieur à 24,0 %, comparativement à 16,9 % au Québec.

Les femmes ont connu une bonne année au chapitre de l'emploi, accaparant 50,0 % des nouveaux postes de travail créés en 1986. L'emploi féminin a crû de 10,0 % contre 5,6 % chez les hommes. Par contre, une croissance de la population active féminine supérieure à celle des personnes occupées du même sexe, a entraîné une hausse de leur taux de chômage de 0,3 point, soit de 13,4 % en 1985 à 13,7 % en 1986. Notons que les hommes ont bénéficié d'une tendance inverse, leur taux de chômage dégringolant de 15,6 % à 13,0 %.

Plusieurs facteurs auront contribué à l'amélioration de l'emploi au Saguenay — Lac-Saint-Jean en 1986. Un environnement économique favorable au Canada et au Québec (inflation modérée, taux d'intérêt en baisse, faiblesse du dollar canadien) aura eu un effet positif sur l'économie régionale et sur son entrepreneurship avec des initiatives comme la Société en commandite de création d'entreprises (S.O.C.C.R.E.N.T.). Ajoutons à cela le raffermissement du marché mondial de certains métaux, du bois et du papier, certains projets d'investissement tels que la modernisation des usines papetières et des dépenses de consommation accrues.

L'emploi forestier s'est inscrit en hausse à cause de la demande soutenue des scieries et des usines de pâtes et papier en matière ligneuse et de l'impact du programme québécois de reboisement des forêts. Pendant ce temps, la hausse du prix des métaux permettait à l'industrie minière de connaître une bonne année alors qu'on observait un certain fléchissement dans l'activité agricole à cause des mauvaises conditions climatiques.

L'emploi est demeuré stable dans l'industrie manufacturière, les pertes d'effectifs dans les grandes entreprises étant compensées par une embauche accrue au sein des PME de la région. Les scieries et les entreprises papetières ont profité de prix de vente en hausse et d'un dollar canadien faible; néanmoins, en dépit d'une reprise de la demande, quelques

centaines d'emplois ont été perdus dans la transformation des métaux. Du côté de la construction, la progression du secteur résidentiel et la vigueur de l'activité non domiciliaire n'ont pas permis d'augmenter le niveau d'emploi, ce dernier restant stable.

L'ajout de personnes occupées s'est concentré dans le secteur tertiaire où le commerce a recueilli une part importante des emplois créés. On enregistrait aussi plus d'employés dans la branche des finances, des assurances et des affaires immobilières, dans les services aux entreprises, l'hébergement-restauration et l'administration publique; ailleurs, le niveau des effectifs restait stable.

4.6.3 Québec

En dépit d'une plus longue durée de chômage (20,8 semaines en 1985; 22,4 semaines en 1986), la région de Québec a connu en 1986 un taux de chômage identique à celui de 1985, soit 9,1 %, résultant d'une croissance de la population active égale à celle des personnes occupées. Des 6 200 nouveaux emplois recensés dans la région en 1986, 3 200 sont apparus dans l'agglomération métropolitaine de Québec.

Le groupe des 15 à 24 ans a cependant été totalement absent de la création d'emplois signalée à l'échelle régionale, perdant même 6 000 personnes occupées (7,4 %). Notons aussi que les gains d'emplois enregistrés dans la région sont redevables uniquement aux femmes (8 000), les hommes occupés étant moins nombreux (2 000).

Le secteur primaire n'aura pas connu une année particulièrement bonne. En effet, l'agriculture régionale a été affectée en 1986 par le gel printanier et par l'abondance des précipitations, rendant la récolte de céréales très difficile. Le dépérissement des érables reste aussi une préoccupation constante. Dans l'industrie forestière, le reboisement progresse à un rythme insuffisant et les activités de coupe subissent un ralentissement sérieux. Sur un autre plan, la fermeture de la division King a complété la restructuration des opérations des mines d'amiante, ce qui s'est traduit par l'abolition de 700 postes.

La performance du secteur manufacturier est fort variable d'une industrie à l'autre. Alors que le caoutchouc-plastique, le vêtement, le bois (sauf les scieries), le meuble et les produits métalliques s'inscrivaient dans la rubrique des industries créatrices d'emplois, la conjoncture s'avérait plus difficile pour les aliments et boissons et pour les produits du tabac. L'abolition des quotas sur l'importation de chaussures a nui à l'industrie du cuir tandis que le textile a vu le géant Dominion Textile mettre fin à ses opérations à Montmorency. L'imprimerie a connu une année mouvementée, mais pas autant que l'industrie de l'équipement de transport, fermeture graduelle du chantier de la Versatile Davie à Lauzon, achat de cette compagnie par Marine Industrie, expansion chez Prévost Car, etc.

L'année a été bonne pour la construction autant dans le secteur résidentiel que du côté des projets à vocation autre que domiciliaire, à commencer par les travaux d'infrastructure routière.

Dans le secteur tertiaire, deux grandes branches d'activité ont retenu l'attention, soit le commerce (nouveaux centres de distribution, agrandissement de centres d'achats) et les services socio-culturels, commerciaux et personnels. Dans ce dernier cas, signalons d'importants investissements dans le domaine de l'enseignement et de la recherche, dans la santé, le divertissement-loisir (centres de ski) et dans l'hébergement-restauration. À part l'ouverture d'un pénitencier fédéral à Donnaconna, l'administration publique aura créé très peu d'emplois en 1986.

4.6.4 Mauricie — Bois-Francs

Création de 12 000 emplois, taux de chômage en baisse, forte croissance de la population active: tel est le portrait que nous pouvons faire du marché du travail de cette région pour 1986. On y recensait 194 700 personnes occupées, un record, soit un accroissement de 6,6 % par rapport à 1985. La création d'emplois, supérieure à l'augmentation de la population active, a permis au taux de chômage de reculer de 1,2 point,

passant de 13,6 % en 1985 à 12,4 % en 1986. À ce niveau, il demeure supérieur à la moyenne québécoise et l'un des plus élevés de la province.

Les deux tiers des nouveaux emplois étaient à temps plein (8 000 sur 12 000), ce qui n'a pas empêché la région de connaître la plus forte augmentation en pourcentage dans les postes à temps partiel de tout le Québec, soit 15,4 % (4 000). Les hommes ont davantage profité de la création d'emplois que les femmes (7 000 contre 4 000), même si les personnes occupées de sexe féminin ont crû deux fois plus rapidement dans la région (5,4 %) que dans l'ensemble de la province (2,7 %).

La conjoncture a été plus favorable pour les 15-24 ans. L'emploi, en s'établissant à 37 000 dans ce groupe d'âge en 1986, s'est accru de 3 000 comparativement à 1985, soit 25,0 % de tous les nouveaux emplois créés dans la région. Aussi le taux de chômage a-t-il chuté de 23,3 % à 17,4 % en l'espace d'une année.

L'activité agricole a été relativement stable en 1986, à l'instar de la forêt. Le secteur manufacturier a été dynamique dans son ensemble, avec l'ajout de 3 000 emplois. La transformation des métaux, avec l'ouverture de «Aluminerie de Bécancour incorporée» a fortement contribué à ce bilan positif, aidée dans une moindre mesure par les aliments et boissons, le caoutchouc-plastique, les produits métalliques, la machinerie et l'équipement de transport. Les contre-performances sont le lot du cuir, du bois et des produits électriques.

La construction a connu une excellente année à plusieurs points de vue: hausse sensible des mises en chantier, forte augmentation de la valeur des permis et croissance du volume d'heures travaillées supérieure à la moyenne québécoise. Aussi l'emploi, quoique ayant diminué suite à la fin des travaux de l'Aluminerie Péchiney, s'est-il maintenu à un niveau élevé.

On retrouve dans le secteur tertiaire les trois quarts des emplois créés en 1986. Le commerce en a recueilli plusieurs milliers, à l'instar des services socio-culturels, commerciaux et personnels, en particulier dans l'hébergement-restauration.

4.6.5 Estrie

La croissance de l'emploi a sérieusement régressé en 1986 dans l'Estrie, plus précisément dans la deuxième moitié de l'année. Le nombre de personnes occupées a crû de 1,2 %, ce qui signifie que 1 300 emplois ont été ajoutés en 1986. La population active ayant légèrement diminué, on recensait 11 800 chômeurs, soit 1 800 de moins qu'en 1985, pour un taux de chômage de 9,5 %, le troisième meilleur taux au Québec.

Les 15-24 ans ont vu leur situation sur le marché du travail s'améliorer en 1986 avec l'addition de 1 000 emplois (4,3 %) dans leur classe d'âge. Le nombre de chômeurs de moins de 24 ans est resté stable à 4 000; néanmoins, en raison d'une montée de la population active, le taux de chômage des jeunes a légèrement baissé, passant de 14,8 % en 1985 à 14,3 % en 1986.

Alors que l'emploi masculin restait inchangé, les femmes occupées augmentaient en nombre (1 000), avec comme conséquence que la totalité des emplois créés dans la région bénéficiait aux travailleuses. À noter que le taux de chômage féminin (10,7 %) voisine de près le taux masculin (10,9 %).

Le secteur primaire affichait une baisse de personnel en 1986, avec l'activité agricole comme principal responsable. La fermeture de la mine Carey, dans la région de Thetford Mines a eu pour effet de réduire l'offre d'amiante ce qui, conjugué à l'excellente année de la compagnie J.M. Asbestos, a permis au secteur des mines d'améliorer quelque peu sa situation.

L'industrie manufacturière a continué sa progression en 1986, avec une hausse d'effectifs de 12,5 % par rapport à 1985. Plusieurs branches ressortent gagnantes au chapitre de la création d'emplois, à savoir le secteur des biens non durables, des aliments et

boissons, du caoutchouc-plastique, du textile (équipes de production supplémentaires dans les usines de la Dominion Textile) et de l'imprimerie. Les biens durables ne sont pas en reste, grâce à la bonne performance du bois, du meuble et des produits métalliques. Citons deux industries perdantes: le vêtement et la machinerie.

Le niveau de l'emploi du bâtiment était anormalement élevé en 1985 dans la région de l'Estrie. Aussi l'achèvement de certains projets de construction non résidentiels et la concentration accrue de l'activité dans le secteur domiciliaire a-t-il causé une baisse du nombre de personnes occupées. N'empêche qu'avec un nombre d'heures travaillées supérieur de 27,0 % à 1985, le bâtiment est resté très dynamique en 1986.

Les deux branches du secteur tertiaire qui s'étaient distinguées en 1985 pour la création d'emplois ont réédité leur performance en 1986, soit le commerce et l'hébergement-restauration avec le dynamisme des zones de Magog-Orford, de Sherbrooke et de l'Or Blanc.

4.6.6 Montérégie

Malgré la bonne conjoncture économique régionale et l'annonce de projets d'investissement majeurs, la population active de la Montérégie est demeurée inchangée en 1986, soit 547 000 individus. Cette étonnante stabilité, jumelée à une importante création d'emplois en 1986 (7 000 ou 4,0 %), a quand même permis une baisse de 1,3 point du taux de chômage, lequel s'établissait à 9,2 %, soit le plus faible au Québec. L'ajout de 7 000 personnes occupées dissimule une performance encore meilleure de l'emploi à temps plein (11 000) et une diminution des postes à temps partiel (4 000).

Si les hommes ont accaparé 6 000 emplois en 1986, c'est aussi en raison du retrait de 2 000 d'entre eux de la population active que leur taux de chômage a été abaissé de 1 point, pour se chiffrer à 8,1 %. Les femmes ont aussi bénéficié d'un recul du taux de chômage de 12,5 % en 1985 à 10,9 % en 1986, résultant d'une chute de 2 000 du nombre de femmes actives.

La conjoncture s'est un peu améliorée chez les 15 à 24 ans. Le nombre de personnes occupées n'y a augmenté que de 1,0 % (1 000), ce qui fait que la diminution du taux de chômage de 17,8 % en 1985 à 16,4 % en 1986 est davantage attribuable à une baisse de la population active (2 000).

L'agriculture constitue la principale activité primaire de la région. Ses effectifs sont restés inchangés en 1986, soit 15 000 personnes. Par contre, 3 000 emplois se sont ajoutés dans le secteur manufacturier à cause notamment du textile (malgré les 800 mises à pied aux usines de la Dominion Textile de Valleyfield et de Saint-Jean) et de l'équipement de transport, en dépit de l'arrêt de fabrication de wagons chez Marine Industrie de Sorel. Le caoutchouc-plastique, le meuble, le papier et l'imprimerie ont également fait leur part. Malheureusement des industries perdantes apparaissent, à savoir la transformation des métaux (chute de 10,0 % de l'emploi), les produits électriques, la chimie, les produits manufacturiers divers et le vêtement.

La construction s'est enrichie de 3 000 nouveaux emplois en 1986, soit une hausse de l'ordre de 13,0 %. Autant les travaux de nature non résidentielle que ceux à vocation domiciliaire auront permis d'enregistrer une telle performance.

L'activité tertiaire n'aura pas été très créatrice d'emplois en 1986 avec l'ajout de seulement 1 000 postes. Des effectifs accrus au sein des transports, communications et autres services publics, des finances, des assurances et des affaires immobilières mais surtout dans le commerce (7,4 %) auront tout juste suffi à compenser les pertes d'emplois signalées dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels et dans l'administration publique.

4.6.7 Montréal-centre

En dépit d'une croissance de l'emploi inférieure à la moyenne provinciale (1,8 % contre 2,2 %), le taux de chômage de la région de Montréal a suffisamment baissé (1,2 point à 11,1 %) pour presque atteindre le taux prévalant dans l'ensemble du Québec en 1986 (11,0 %). Le nombre de chômeurs a diminué de 9,8 % (12 800) à cause d'une progression moins accentuée de la population active comparativement à celle des personnes occupées.

Fait décevant, des 17 000 nouveaux emplois recensés dans la région de Montréal-Centre, 12 000 étaient à temps partiel (+10,3 % en 1986 par rapport à 1985), ce qui a laissé un taux d'accroissement des emplois à temps plein d'à peine 0,6 % (5 000). Le marché du travail montréalais a été plus accueillant pour les hommes que pour les femmes, les premiers accaparant 10 000 nouveaux emplois contre 7 000 pour les secondes. Ainsi le taux de chômage masculin (10,5 %) reste-t-il inférieur au taux en vigueur chez les femmes (11,8 %). Si les jeunes de moins de 24 ans comptaient 5 000 personnes occupées supplémentaires, ils restaient toujours aux prises avec un taux de chômage sensiblement plus élevé que la moyenne régionale (16,2 % versus 11,1 %).

Le secteur primaire étant peu important dans l'économie de Montréal, la création d'emplois a été attribuable aux activités secondaire et tertiaire. Plusieurs branches manufacturières ont fait preuve de dynamisme en 1986, soit les aliments et boissons, le textile, le vêtement, l'équipement de transport ainsi que les produits électriques et électroniques. Des industries comme le papier, l'imprimerie et les produits métalliques se sont aussi bien comportées.

Si l'année 1986 a été un peu plus vigoureuse pour la pétrochimie montréalaise, elle s'est révélée peu fructueuse pour le caoutchouc-plastique et le meuble et mauvaise pour la transformation des métaux, la chimie, le secteur manufacturier divers et la machinerie.

La construction a généré beaucoup d'emplois en 1986 compte tenu de l'effervescence du bâtiment résidentiel à Laval et d'une hausse significative de l'activité dans le domaine commercial. Les travaux reliés au prolongement du métro et à l'assainissement des eaux constituent d'autres facteurs explicatifs.

Dans le secteur tertiaire, on a noté une régression des effectifs reliés aux transports, aux communications et autres services publics, en dépit de quelques grands projets, et d'une stagnation de l'emploi chez les intermédiaires financiers et les assurances malgré un personnel accru au sein des firmes de courtage en valeurs mobilières. Les emplois étaient aussi plus nombreux dans le commerce, l'hébergement-restauration, les services aux entreprises et dans les autres branches du tertiaire, à l'exception de l'administration publique.

4.6.8 Laurentides — Lanaudière

La performance de cette région a été supérieure à celle du Québec au point de vue de la création d'emplois (2,8 % contre 2,2 %). Un rythme de croissance de la population active plus modéré que celui des personnes occupées a occasionné le retrait de 1 300 personnes du bassin des chômeurs. Cependant, les données pour l'ensemble de la région dissimulent un profond écart entre la zone des Laurentides et celle de Lanaudière en ce sens que la première composante territoriale a absorbé la totalité des 7 100 emplois créés à l'échelle régionale.

L'augmentation de l'emploi observée dans la région Laurentides-Lanaudière est uniquement due aux gains réalisés dans les postes à temps plein, ceux à temps partiel ayant diminué de 3,1 % (1 000). Une part écrasante des nouveaux emplois revient aux femmes. L'emploi masculin n'a gagné que 1 000 postes et ce, exclusivement dans la zone des Laurentides. Globalement, les jeunes de 15 à 24 ans ont profité d'une amélioration de la conjoncture avec 3 000 personnes occupées de plus et un taux de chômage en forte baisse, soit de 18,3 % en 1985 à 13,3 % en 1986.

Ni l'agriculture (-1 000 emplois), ni l'activité forestière n'auront contribué à la progression de l'emploi régional. Le bilan est cependant plus positif pour le secteur manufacturier. Les industries du caoutchouc-plastique, du bois, des produits en métal mais surtout de l'équipement de transport (l'un des piliers de l'économie régionale) signalent une hausse d'effectifs en 1986. Cependant, l'emploi a subi un recul important dans l'habillement (2 400) et les aliments et boissons (1 000), mais léger dans le cuir (90). Dans la construction, l'activité a été intense autant dans le bâtiment résidentiel que dans le non domiciliaire.

C'est le secteur tertiaire qui remporte la palme pour la création d'emplois. L'administration publique, le commerce, l'hébergement-restauration, les services personnels, les services aux entreprises et le divertissement-loisir ressortent nettement et ont largement compensé la baisse de personnel dans les domaines de l'enseignement et de la santé.

4.6.9 Outaouais

Le marché du travail n'a pas été très reluisant dans cette région en 1986. En effet, avec 111 600 personnes occupées, l'économie outaouaise s'est retrouvée avec 1 900 emplois (1,7 %) en moins par rapport à 1985. La population active ayant peu diminué, le nombre de chômeurs se chiffrait à 15 700 individus, pour un taux de chômage de 12,3 % (1,4 point de plus qu'en 1985).

La totalité des emplois perdus étaient à temps partiel alors que l'on notait un léger accroissement des personnes oeuvrant à temps plein (1 000 ou 1,0 %). Les femmes ont davantage écopé que les hommes, perdant 2 000 emplois (4,1 %) contre 1 000 pour ces derniers (1,5 %). Dans les deux cas, les taux de chômage ont augmenté, mais plus fortement chez les hommes (1,9 point) que chez leurs consoeurs (1,0 point). Autre signe de détérioration du marché du travail dans l'Outaouais: la hausse de la durée du chômage, de 22 semaines en 1985 à 24 semaines en 1986. Les femmes ont chômé plus longtemps l'année dernière par rapport à 1985 (18,3 semaines contre 22,5 semaines) tandis que la durée du chômage masculin variait peu (1985: 24,8 semaines, 1986: 25,1 semaines).

Le groupe des 15-24 ans a vu sa situation se détériorer significativement dans la région en 1986. 3 000 emplois ont été perdus dans ce groupe d'âge, ce qui a fait grimper leur taux de chômage de 16,2 % en 1985 à 23,9 % en 1986.

L'agriculture de la région a aussi été touchée en 1986 par des périodes de gel et de grêle qui ont endommagé une bonne partie des récoltes. La forêt a connu elle aussi une année difficile à cause d'une baisse de la demande en feuillus et en résineux de la part des scieries et des entreprises papetières.

Le secteur manufacturier s'en est mieux sorti, l'emploi y demeurant stable. L'embauche de nouveaux travailleurs, surtout dans le meuble, les produits métalliques et la chimie a annulé les mises à pied survenues dans le papier et les produits électriques. La construction a repris un peu de vigueur dans la seconde moitié de 1986.

La plupart des emplois perdus dans l'Outoauais en 1986 se retrouvent dans le secteur tertiaire. Les compressions budgétaires et les coupures de personnel dans l'administration publique constituent des faits explicatifs importants. Des branches comme le commerce, l'hébergement-restauration et le divertissement-loisir ont aussi été très affectées.

4.6.10 Abitibi-Témiscamingue

Cette région a affiché en 1986 la meilleure croissance de l'emploi de tout le Québec, soit 9,2 %. L'économie de l'Abitibi-Témiscamingue s'est donc enrichie de 5 000 emplois, majoritairement à temps plein, ce qui a porté le nombre de personnes occupées à 60 300 en 1986. Tous les nouveaux arrivants sur le marché du travail de la région (4 000) ont pu trouver un emploi, à l'instar de 1 000 chômeurs. La population en chômage (8 100 en 1986) était en baisse de 10,0 % par rapport à 1985, ce qui a permis au taux de chômage de

passer de 14,0 % en 1985 à 11,9 % l'année suivante. Cela représente le recul le plus prononcé enregistré au Québec en 1986.

Les femmes ont pris davantage de place sur le marché du travail régional, gagnant 2 000 emplois (9,5 %) alors que les hommes en amassaient 3 000 (8,8 %). Les taux de chômage masculin (11,8 %) et féminin (11,5 %) étaient presque semblables.

Le marché du travail de la région a aussi été accueillant pour les 15-24 ans avec l'addition de 2 000 emplois dans ce groupe d'âge.

Le secteur primaire a connu une bonne année. La conjoncture étant plus favorable pour les mines d'or, cela a entraîné une augmentation des effectifs miniers dans ce sous-secteur. Par contre, l'industrie minière régionale n'a cependant pas été exempte de mises à pied. Quant à l'emploi forestier, il a augmenté, surtout avec la réouverture de certaines scieries comme celles du groupe FOREX.

Le dynamisme de l'activité manufacturière a reposé en 1986 presque uniquement sur la récupération d'emplois perdus dans l'industrie du bois et sur l'embauche de 200 travailleurs dans le secteur du papier. La construction a, par ailleurs, subi un ralentissement d'activité en 1986 avec la fin de deux chantiers importants (celui de la mine Selbaie à Jantel et de la papeterie de Tembec à Témiscaming). Pour sa part, le bâtiment résidentiel a été très vigoureux.

L'emploi a fortement augmenté au sein de plusieurs activités tertiaires, principalement dans le commerce et dans les services de santé, suite à des transferts de personnel affecté précédemment à la baie James.

4.6.11 Côte-Nord, Nouveau-Québec

Avec seulement 300 nouvelles personnes occupées en 1986 (0,6 %), la création d'emplois a plutôt stagné dans cette région. La population active, s'étant accrue de 2,0 %, le nombre de chômeurs a augmenté de 900 personnes pour atteindre 8 500, ce qui équivaut à un taux de chômage de 14,9 % comparativement à 13,6 % en 1985.

Le constat est clair: ni l'emploi à temps plein, ni les postes à temps partiel n'ont augmenté fortement en 1986. Ce sont les femmes qui ont gagné le peu d'emplois créés dans l'ensemble de l'économie régionale. L'écart entre les taux de chômage masculin (13,9%) et féminin (16,6%) demeure prononcé. Sur un autre plan, le bassin des personnes occupées de 15 à 24 ans est demeuré inchangé à 9 000.

Une conjoncture économique favorable à l'industrie du bois de sciage et à celle du papier aura permis au secteur forestier d'accroître son emploi. La faiblesse du prix mondial pour le fer conjuguée à des arrêts de travail dans les sidérurgies américaines ont fait chuter les exportations de minerai de fer de manière significative. Des mises à pied ont suivi, amenant l'emploi minier sur une pente descendante. L'agriculture et la pêche, pour leur part, ont maintenu en 1986 leur niveau d'activité de 1985.

L'industrie manufacturière a connu une année plutôt calme. L'ouverture d'une scierie à Contrecoeur sur une plus grande période de l'année et la mise en marche d'une usine de poudre de ferrite à Port-Cartier sont les faits les plus dignes de mention. L'emploi a périclité dans la construction malgré une activité soutenue dans le secteur domiciliaire, l'amorce des travaux d'Hydro-Québec à Manic V et la mise en chantier du pénitencier fédéral.

L'emploi est demeuré relativement stable dans le commerce, la fermeture de plusieurs établissements étant compensée par l'ouverture d'une galerie de boutiques et de quelques marchés d'alimentation. Dans la grande branche des services socio-culturels, commerciaux et personnels, le secteur de l'hébergement-restauration a été le leader dans la création d'emplois, suivi de loin par les services médicaux et sociaux. Par contre, on signalait une diminution des effectifs dans l'enseignement.

5. Perspectives pour 1987

L'amélioration des déséquilibres commerciaux et des déficits budgétaires dominera encore l'actualité économique en 1987. Le rythme de croissance de l'économie sera donc influencé par les stratégies qui seront adoptées par les différents pays afin d'atténuer les impacts négatifs de ces contraintes.

Les principales sources d'incertitude seront la variation des taux de change et les fluctuations des prix pétroliers. Néanmoins, ces derniers devraient fluctuer dans une fourchette variant de 15 à 18 $ U.S. le baril, ce qui assurerait une certaine stabilité à ce chapitre.

5.1 Les sept grands de l'OCDE

Selon les perspectives de l'OCDE (tableau 14), une faible accélération de la croissance économique serait au rendez-vous, permettant ainsi d'observer une cinquième année consécutive d'accroissement pour l'ensemble des sept grands pays de l'OCDE. Un ralentissement marquerait l'évolution de la demande intérieure tandis que les exportations progresseraient plus rapidement. L'inflation poursuivrait sa tendance à la baisse.

Le taux de croissance de l'emploi et celui du chômage se maintiendraient à leur niveau de 1986. Par contre, la création d'emplois continuera d'être médiocre dans les quatre grands pays européens et au Japon, entraînant à la hausse leur taux de chômage, principalement au Japon.

La forte dévaluation du dollar américain devrait entraîner un renforcement de la production industrielle américaine afin de satisfaire l'expansion plus marquée des exportations. Les nouvelles règles fiscales occasionneraient un ralentissement prononcé dans les dépenses de consommation et en investissement durant le premier semestre. Une amélioration serait perceptible au second semestre. Dans l'ensemble, la croissance économique américaine s'accélérera en 1987 et l'ampleur dépendra beaucoup de la tenue des exportations.

Avec une croissance de l'emploi similaire à celle de 1986, le taux de chômage américain se maintiendra lui aussi à son niveau de 1986.

Tableau 14
PROJECTIONS DE L'OCDE 1987

Pays	PNB[1]	Emploi[1]	Taux de chômage %
Allemagne	3,00	1,00	7,50
France	2,25	0,00	11,25
Italie	3,00	0,50	11,50
Royaume-Uni	2,75	1,00	11,50
OCDE [2]	2,75	0,50	10,50
Japon	2,75	0,50	3,25
États-Unis	3,00	2,25	6,25
Canada	2,75	1,50	9,25
OCDE [3]	2,75	1,25	7,50
Total OCDE	2,75	1,00	8,25

Source : Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1986

1. Variation en pourcentage par rapport à 1986
2. Quatre grands pays européens: Allemagne, France, Royaume-Uni et Italie
3. Sept grands pays de l'OCDE: Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Japon, États-Unis et Canada

Le Canada serait le seul pays à être affecté par un ralentissement de la croissance économique en 1987. L'évolution de la demande intérieure sera moins dynamique tandis que les exportations dépendront beaucoup de l'activité économique chez son voisin du Sud.

Le taux de croissance de l'emploi n'atteindra pas celui de 1986. Par contre, suite à une progression plus lente de la population active, le taux de chômage baissera légèrement.

5.2 Le Québec

D'après la majorité des scénarios consultés, la croissance économique québécoise demeurerait en 1987 supérieure à la moyenne canadienne mais serait aussi marquée par un léger ralentissement. La forte poussée des dépenses de consommation et en construction résidentielle, observée en 1986, ne devrait pas se reproduire en 1987. L'augmentation des livraisons manufacturières, plus spécifiquement celle des exportations, et des dépenses en investissement devra donc s'accélérer afin de maintenir un accroissement économique satisfaisant. Il apparaît que la conjoncture québécoise en 1987 sera fortement tributaire de celle de ses principaux partenaires commerciaux.

Ce fléchissement de l'activité économique québécoise se répercutera sur le marché du travail. La croissance de l'emploi sera inférieure à celle de 1986 mais dépassera l'augmentation de la population active, permettant ainsi un repli du taux de chômage.

5.3 Perspectives régionales

Comme en 1986, les régions connaîtront en 1987 une performance fort inégale entre elles, du moins à la lumière de leurs perspectives à court terme. Ainsi, dans le **Bas-Saint-Laurent — Gaspésie**, l'année 1987 ne s'annonce pas reluisante. Seuls quelques projets industriels, à savoir le contrat de 45 millions $ chez Bombardier de La Pocatière (construction de wagons), l'expansion de Salmer Marine près de Rimouski (40 emplois) et de Verreault Navigation (Les Méchères), miniers (investissement de Uniquartz dans la vallée de la Matapédia), la poursuite du plan de relance de l'Est du Québec et le dynamisme des intervenants touristiques, contrebalanceront les éléments susceptibles d'affaiblir l'économie régionale. Parmi ces derniers, soulignons la fin du programme d'assainissement des eaux, l'absence de commandes chez MIC Industriel de Rimouski et l'incertitude relative au bois de sciage.

La région du **Saguenay — Lac-Saint-Jean** connaîtra une période de ralentissement en 1987 et ce, après deux années de croissance soutenue. Le secteur de la construction et les PME manufacturières ne profiteront pas autant des retombées des grands projets d'investissement enregistrés dans la région alors que la hausse de l'emploi du secteur tertiaire sera ralentie par une progression lente au chapitre des dépenses de consommation. Dans l'ensemble, la conjoncture s'annonce favorable pour les grandes entreprises, mais l'effet sera nul sur le niveau de leurs effectifs.

Il faut espérer au mieux une stabilisation de l'emploi dans les mines d'amiante de la région de **Québec** en 1987. Les meilleures perspectives prévues pour le caoutchouc-plastique (IPL de St-Damien) et le vêtement (plus de 400 emplois) seront assombries par la fermeture graduelle de l'usine de l'Imperial Tobacco (323 mises à pied) et par l'incertitude qui entoure l'avenir des chantiers maritimes québécois. Notons aussi que l'entreprise Donohue poursuit la construction de sa nouvelle machine à papier à son usine de Clermont. Dans le secteur tertiaire, le projet «La Grande Place» dans le centre-ville de Québec retient l'attention, en plus de l'annonce de la mise en chantier de plusieurs centres d'accueil dans le domaine de la santé. L'administration publique créera peu d'emplois en 1987.

Malgré une intensification des activités de reboisement, l'emploi demeurera stable dans le secteur primaire de la région **Mauricie — Bois-Francs**. Plusieurs industries seront en expansion autant dans les biens durables (bois, produits métalliques, machinerie, équipement de transport, produits électriques ainsi que minéraux) que dans les biens non durables (caoutchouc-plastique, vêtement et chimie). La construction sera au ralenti mais

on prévoit un regain dans le non domiciliaire. C'est néanmoins le secteur tertiaire qui recueillera la majeure partie des nouveaux emplois en 1987.

La croissance de l'emploi sera intéressante dans la région de l'**Estrie**. Les secteurs problématiques seront peu nombreux, la construction sera cependant aux prises avec un surplus de logements, ce qui amènera une diminution d'heures travaillées. Le cuir sera moins affecté en Estrie qu'à l'échelle de la province étant donné que les manufacturiers régionaux oeuvrent sur des marchés où ils sont compétitifs, comme celui de la botte. Des projets industriels importants seront en mesure de stimuler l'emploi manufacturier régional. La branche du commerce (centres d'achats à Magog et à Sherbrooke) et celle de l'hébergement-restauration (projets à Magog et à Asbestos) seront à surveiller dans le secteur tertiaire en 1987.

Le marché du travail de la **Montérégie** s'améliorera de façon aussi soutenue que dans l'ensemble du Québec en 1987. Cependant, le taux de chômage baissera peu, compte tenu que la population active croîtra aussi fortement que les emplois créés. Les secteurs les plus dynamiques seront l'équipement de transport, la construction et le commerce. En effet, ces trois secteurs d'activités bénéficieront d'investissements importants.

Plusieurs branches de l'activité manufacturière seront en évidence dans la région de **Montréal-Centre** en 1987. L'industrie des aliments et boissons s'enrichira de 250 emplois avec la mise en opération de la nouvelle fromagerie Saputo; pour sa part, la compagnie Kruger complètera la construction d'une usine de boîtes en carton ondulé. L'équipement de transport, plus précisément le sous-secteur de l'aérospatiale, retiendra fortement l'attention avec les emplois créés chez Canadair (contrat d'entretien des F-18; développement et production d'engins de surveillance aérienne) et chez Spar Aerospace pour la fabrication de deux satellites de communication. L'obtention, par la compagnie Matrox, d'un contrat de 370 millions $ de l'armée américaine pour la fabrication de systèmes de vidéodisques interactifs générera plusieurs millions en investissements et entraînera la création de plusieurs centaines d'emplois dans l'industrie des produits électriques et électroniques. Les firmes Camco et Bell & Howell entameront aussi des projets d'expansion.

Dans le dossier de l'usine de fractionnement des liquides de gaz naturel, la création du consortium Soligaz, dirigé par la Société québécoise d'initiatives pétrolières (Soquip) laisse entrevoir un heureux dénouement pour l'industrie pétrochimique montréalaise en 1987. Le sous-secteur des produits pharmaceutiques de l'industrie chimique bénéficiera des investissements annoncés par les firmes Merck Frosst, Squibb Canada et Laboratoires Nordic, suite à la quasi-certitude de l'adoption d'une nouvelle loi fédérale sur les brevets de médicaments.

Dans le secteur tertiaire, l'implantation d'un centre de production cinématographique est à surveiller; le commerce recèle une multitude de projets en construction tandis que la mise en chantier du Centre d'irradiation du Canada sera bénéfique à la branche des services aux entreprises.

Dans la région **Laurentides-Lanaudière**, le secteur primaire profitera de la création d'une centaine d'emplois dans la culture en serre à Mirabel en 1987. La relance de l'usine Bellerive Ka'N'Enda de Mont- Laurier favorisera l'industrie forestière régionale.

La croissance de l'emploi se poursuivra dans le caoutchouc-plastique, le bois et les produits métalliques. Plusieurs millions de dollars seront consacrés à la modernisation des équipements dans l'industrie du papier mais le niveau d'emploi y restera stable. Une reprise du marché des hélicoptères pourrait générer plusieurs emplois dans l'équipement de transport; on ne peut cependant passer sous silence les 3 000 mises à pied temporaires annoncées par General Motors, le temps nécessaire à la modernisation de son usine de Sainte-Thérèse (3 mois). Quant au vêtement, il restera en difficulté. Dans la construction, le bâtiment non résidentiel sera en vedette avec quelques gros projets.

Au sein de l'activité tertiaire, un important investissement est attendu dans la branche des transports, des communications et des autres services publics (Compagnie Hudson General: 50 millions $ et 300 emplois). Plusieurs centaines d'emplois seront ajoutés dans le domaine des services médicaux et sociaux avec l'agrandissement de certains centres hospitaliers et la reconversion de l'ancienne base militaire du Lac Saint-Denis. L'établissement d'un hôtel important à Joliette procurera du travail à 100 personnes dans l'hébergement-restauration.

L'emploi augmentera légèrement en 1987 dans la région de l'**Outaouais**. En effet, les coupures d'effectifs envisagées par l'administration publique fédérale seront compensées par des projets commerciaux (ouverture d'un magasin Eaton à Gatineau) et dans l'hébergement-restauration (relance du complexe touristique du Mont-Sainte-Marie). Le Centre régional des services sociaux et de santé de l'Outaouais vise à rapatrier la clientèle de la région qui se fait soigner dans les établissements de santé en Ontario; ce qui permettrait la création de plusieurs emplois dans le secteur des services médicaux et sociaux. Le secteur manufacturier ne sera pas en reste avec l'établissement possible de quelques entreprises reliées à la haute technologie dans la zone métropolitaine de l'Outaouais.

L'année 1987 s'annonce calme en **Abitibi-Témiscamingue**. Il est donc à prévoir que le taux de chômage régional sera en hausse en 1987. Quelques développements miniers sont prévus; parmi eux, le début de l'extraction du zinc à la mine Selbaie de Joutel et la mise en chantier d'un concentrateur à la mine Dumagami de Cadillac. Dans le secteur manufacturier, les scieries risquent d'être frappées par la surtaxe fédérale de 15,0 % sur le bois d'oeuvre; par contre, l'industrie du papier restera stable en 1987, à l'instar de la construction et de tout le secteur tertiaire.

Après deux années de stagnation, la situation du marché du travail s'améliorera en 1987 sur la **Côte-Nord, Nouveau-Québec**. En effet, l'ouverture de l'usine Cascades-Port-Cartier favorisera l'emploi dans la forêt et le papier. 1987 sera aussi une année de croissance pour le bâtiment avec la poursuite des travaux du pénitencier fédéral de Port-Cartier et la mise en chantier d'une nouvelle centrale à la Manic V. Ces projets généreront plusieurs emplois industriels dans d'autres secteurs dont le tertiaire.

Annexe

Données historiques

Le Québec et ses régions

Tableau A.1
LA POPULATION ET LA POPULATION ACTIVE PAR GROUPE D'AGE AU QUÉBEC (en milliers)

Année/ mois	Population				Population active			
	15 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45 ans et +	15 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45 ans et +
1975	4 522	1 233	1 703	1 586	2 647	731	1 198	718
1976	4 610	1 249	1 743	1 617	2 689	730	1 247	711
1977	4 684	1 258	1 778	1 648	2 760	743	1 291	726
1978	4 742	1 260	1 808	1 674	2 839	755	1 340	744
1979	4 810	1 260	1 850	1 700	2 897	768	1 381	748
1980	4 882	1 255	1 899	1 728	2 988	785	1 434	769
1981	4 945	1 240	1 948	1 758	3 040	774	1 501	765
1982	4 996	1 212	2 001	1 783	2 998	719	1 514	765
1983	5 039	1 177	2 053	1 809	3 069	717	1 574	778
1984	5 074	1 139	2 101	1 835	3 123	706	1 642	775
1985	5 115	1 103	2 151	1 862	3 181	697	1 709	775
1986	5 162	1 067	2 201	1 895	3 221	685	1 768	768
Données mensuelles de 1986								
Janvier	5 141	1 084	2 178	1 879	3 164	666	1 741	758
Février	5 145	1 081	2 182	1 881	3 144	650	1 733	760
Mars	5 148	1 078	2 186	1 884	3 170	657	1 750	764
Avril	5 152	1 075	2 191	1 887	3 172	646	1 764	761
Mai	5 156	1 072	2 195	1 889	3 199	685	1 755	759
Juin	5 161	1 068	2 199	1 893	3 317	783	1 779	755
Juillet	5 164	1 066	2 203	1 896	3 308	806	1 776	736
Août	5 168	1 063	2 207	1 899	3 315	773	1 777	765
Septembre	5 173	1 059	2 211	1 903	3 234	652	1 792	789
Octobre	5 176	1 056	2 214	1 906	3 222	648	1 789	785
Novembre	5 179	1 053	2 218	1 909	3 221	636	1 785	799
Décembre	5 183	1 050	2 221	1 912	3 188	621	1 782	785

Source: Statistique Canada, *La population active*, cat. 71-529 et 71-001 et CANSIM.

Tableau A.2
L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE PAR GROUPE D'AGE AU QUÉBEC (en milliers)

Année/ mois	Emploi				Chômage			
	15 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45 ans et +	5 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45 ans et +
1975	2 434	629	1 127	678	214	102	71	41
1876	2 456	617	1 166	673	233	113	81	38
1977	2 476	611	1 187	679	284	133	104	47
1978	2 530	616	1 225	690	308	139	115	54
1979	2 619	643	1 275	702	278	126	107	46
1980	2 694	650	1 325	719	294	135	109	51
1981	2 726	639	1 371	716	314	135	130	50
1982	2 584	553	1 332	700	413	166	183	65
1983	2 642	553	1 381	708	427	164	193	70
1984	2 722	566	1450	706	400	139	191	69
1985	2 804	571	1 526	707	376	126	183	68
1986	2 866	570	1 592	704	356	116	176	64
Données mensuelles de 1986								
Janvier	2 774	536	1 550	687	391	130	190	71
Février	2 742	514	1 540	688	402	136	193	72
Mars	2 753	516	1 555	682	417	141	195	81
Avril	2 794	528	1 574	692	378	118	191	69
Mai	2 858	565	1 604	690	340	120	151	70
Juin	2 981	657	1 620	704	336	126	159	51
Juillet	2 964	679	1 597	688	344	127	169	48
Août	2 966	661	1 606	699	348	112	171	66
Septembre	2 909	554	1 625	730	325	98	167	60
Octobre	2 901	549	1 623	728	322	99	166	57
Novembre	2 885	545	1 605	735	336	91	181	64
Décembre	2 858	533	1 604	721	330	88	178	64

Source: Statistique Canada, *La population active*, cat. 71-529 et 71-001 et CANSIM.

Tableau A.3
LE TAUX D'ACTIVITÉ ET LE TAUX DE CHÔMAGE PAR GROUPE D'ÂGE AU QUÉBEC

Année/ mois	Taux d'activité (%)				Taux de chômage (%)			
	15 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45 ans et +	5 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45 ans et +
1975	58,5	59,3	70,4	45,3	8,1	14,0	5,9	5,6
1976	58,3	58,5	71,5	44,0	8,7	15,5	6,5	5,4
1977	58,9	59,1	72,6	44,0	10,3	17,9	8,1	6,4
1978	59,9	59,9	74,1	44,5	10,9	18,4	8,6	7,3
1979	60,2	61,0	74,7	44,0	9,6	16,4	7,7	6,1
1980	61,2	62,5	75,5	44,5	9,8	17,2	7,6	6,6
1981	61,5	62,4	77,1	43,5	10,3	17,4	8,7	6,5
1982	60,0	59,3	75,7	42,9	13,8	23,1	12,1	8,4
1983	60,9	60,9	76,7	43,0	13,9	22,8	12,2	9,1
1984	61,5	62,0	78,1	42,3	12,8	19,8	11,7	9,0
1985	62,2	63,2	79,5	41,6	11,8	18,0	10,7	8,8
1986	62,4	64,2	80,3	40,5	11,0	16,9	9,9	8,4
Données mensuelles de 1986								
Janvier	61,6	61,5	79,9	40,3	12,3	19,5	10,9	9,3
Février	61,1	60,2	79,4	40,4	12,8	21,0	11,1	9,5
Mars	61,6	60,9	80,0	40,5	13,2	21,5	11,1	10,6
Avril	61,6	60,1	80,5	40,4	11,9	18,3	10,8	9,1
Mai	62,0	63,9	79,9	40,2	10,6	17,5	8,6	9,2
Juin	64,3	73,3	80,9	39,9	10,1	16,1	8,9	6,8
Juillet	64,1	75,6	80,2	38,8	10,4	15,7	9,6	6,5
Août	64,1	72,7	80,5	40,3	10,5	14,4	9,6	8,6
Septembre	62,5	61,6	81,1	41,5	10,0	15,0	9,3	7,6
Octobre	62,3	61,4	80,8	41,2	10,0	15,2	9,3	7,2
Novembre	62,2	60,4	80,5	41,9	10,4	14,3	10,1	8,0
Décembre	61,5	59,2	80,2	41,1	10,3	14,2	10,0	8,1

Source: Statistique Canada, *La population active*, cat. 71-529 et 71-001 et CANSIM.

Tableau A.4
RAPPORT EMPLOI/POPULATION PAR GROUPE D'ÂGE AU QUÉBEC

Année/ mois	Rapport emploi/population (%)			
	15 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45 ans et +
1975	53,8	51,0	66,2	42,7
1976	53,3	49,4	66,9	41,6
1977	52,9	48,5	66,7	41,2
1978	53,4	48,9	67,7	41,2
1979	54,5	51,0	68,9	41,3
1980	55,2	51,8	69,8	41,6
1981	55,1	51,5	70,4	40,7
1982	51,7	45,6	66,5	39,3
1983	52,4	47,0	67,3	39,1
1984	53,6	49,7	69,0	38,5
1985	54,8	51,8	71,0	38,0
1986	55,5	53,4	72,3	37,1
Données mensuelles de 1986				
Janvier	54,0	49,5	71,2	36,6
Février	53,3	47,6	70,6	36,6
Mars	53,5	47,8	71,1	36,2
Avril	54,2	49,1	71,8	36,7
Mai	55,4	52,7	73,1	36,5
Juin	57,8	61,5	73,7	37,2
Juillet	57,4	63,7	72,5	36,3
Août	57,4	62,2	72,8	36,8
Septembre	56,2	52,3	73,5	38,3
Octobre	56,0	52,0	73,3	38,2
Novembre	55,7	51,8	72,4	38,5
Décembre	55,2	50,8	72,2	37,7

Source: Statistique Canada, *La population active*, catalogues 71-529 et 71-001 et CANSIM.

Tableau A.5
LA POPULATION, LA POPULATION ACTIVE ET L'EMPLOI PAR SEXE AU QUÉBEC

Année/ mois	Population		Population active		Emploi	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1975	2 209	2 312	1 719	928	1 591	843
1976	2 251	2 358	1 720	969	1 581	875
1977	2 287	2 397	1 749	1 011	1 581	895
1978	2 313	2 429	1 768	1 071	1 589	942
1979	2 345	2 465	1 797	1 101	1 641	979
1980	2 378	2 504	1 831	1 157	1 661	1 033
1981	2 407	2 539	1 838	1 203	1 659	1 067
1982	2 429	2 567	1 808	1 190	1 560	1 024
1983	2 448	2 591	1 829	1 240	1 576	1 066
1984	2 464	2 610	1 841	1 282	1 611	1 111
1985	2 485	2 630	1 866	1 315	1 648	1 157
1986	2 509	2 653	1 877	1 344	1 678	1 188
Données mensuelles de 1986						
Janvier	2 498	2 643	1 833	1 332	1 606	1 168
Février	2 500	2 645	1 822	1 322	1 584	1 158
Mars	2 502	2 646	1 837	1 333	1 593	1 160
Avril	2 504	2 648	1 845	1 327	1 624	1 169
Mai	2 506	2 650	1 875	1 324	1 685	1 173
Juin	2 508	2 653	1 937	1 380	1 760	1 221
Juillet	2 510	2 654	1 935	1 373	1 749	1 215
Août	2 512	2 657	1 948	1 367	1 761	1 205
Septembre	2 514	2 659	1 885	1 348	1 715	1 194
Octobre	2 515	2 661	1 879	1 343	1 710	1 190
Novembre	2 517	2 662	1 875	1 346	1 686	1 200
Décembre	2 519	2 664	1 859	1 329	1 661	1 197

Source: Statistique Canada, *La population active*, Cat. 71-529 et 71-001 et CANSIM.

Tableau A.6
LE CHÔMAGE, LE TAUX DE CHÔMAGE ET LE TAUX D'ACTIVITÉ PAR SEXE AU QUÉBEC

Année/ mois	Chômage		Taux de chômage		Taux d'activité	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1975	129	85	7,5	9,1	77,8	40,1
1976	139	94	8,1	9,7	76,4	41,1
1977	168	116	9,6	11,5	76,5	42,2
1978	179	129	10,1	12,1	76,4	44,1
1979	156	122	8,7	11,1	76,6	44,6
1980	170	124	9,3	10,8	77,0	46,2
1981	178	136	9,7	11,3	76,4	47,4
1982	248	166	13,7	13,9	74,4	46,4
1983	254	173	13,9	14,0	74,7	47,9
1984	230	171	12,5	13,3	74,7	49,1
1985	218	159	11,7	12,1	75,1	50,0
1986	200	156	10,6	11,6	74,8	50,6
Données mensuelles de 1986						
Janvier	227	164	12.4	12.3	73,4	50,4
Février	238	164	13.1	12.4	72.9	50,0
Mars	244	173	13,3	13,0	73,4	50,4
Avril	220	158	11,9	11,9	73,7	50,1
Mai	190	150	10,1	11,3	74,8	50,0
Juin	178	159	9,2	11,5	77,2	52,0
Juillet	185	158	9,6	11,5	77,1	51,7
Août	187	161	9,6	11,8	77,5	51,4
Septembre	170	154	9,0	11,4	75,0	50,7
Octobre	169	153	9,0	11,4	74,7	50,5
Novembre	189	147	10,1	10,9	74,5	50,6
Décembre	198	132	10,6	9,9	73,8	49,9

Source: Statistique Canada, *La population active*, Cat. 71-529 et 71-001 et CANSIM.

Tableau A.7
LE RAPPORT EMPLOI/POPULATION PAR SEXE AU QUÉBEC

Année/ mois	Hommes	Femmes
1975	72,0	36,5
1976	70,2	37,1
1977	69,2	37,3
1978	68,7	38,8
1979	70,0	39,7
1980	69,9	41,2
1981	68,9	42,0
1982	64,2	39,9
1983	64,4	41,2
1984	65,4	42,6
1985	66,3	44,0
1986	66,9	44,8
Données mensuelles de 1986		
Janvier	64,3	44,2
Février	63,4	43,8
Mars	63,7	43,8
Avril	64,9	44,1
Mai	67,2	44,3
Juin	70,2	46,0
Juillet	69,7	45,8
Août	70,1	45,4
Septembre	68,2	44,9
Octobre	68,0	44,7
Novembre	67,0	45,1
Décembre	65,9	44,9

Source : Statistique Canada, *La population active*, cat. 71-529 et 71-001 et CANSIM.

Tableau A.8
EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL SELON LE SEXE ET L'ÂGE, QUÉBEC

	Temps plein ('000)					Temps partiel ('000)				
	H	F	15-24	25-44	45-64	H	F	15-24	25-44	45-64
1975	1 533	728	554	1 068	603	58	115	75	59	31
1976	1 525	749	533	1 109	604	56	126	85	57	32
1977	1 516	752	520	1 117	600	65	143	91	70	38
1978	1 524	777	523	1 144	603	64	164	93	81	46
1979	1 566	799	534	1 187	617	74	179	109	88	48
1980	1 580	840	531	1 230	629	81	193	119	95	50
1981	1 567	853	507	1 262	626	92	214	133	110	53
1982	1 465	805	416	1 221	606	95	219	137	111	55
1983	1 473	825	408	1 255	604	102	242	145	126	61
1984	1 502	862	410	1 324	598	109	249	156	127	61
1985	1 530	883	406	1 376	604	117	274	166	150	63
1986	1 554	907	399	1 434	606	124	281	171	158	65
Mensuel 86										
Janvier	1 471	870	352	1 383	581	135	298	184	167	72
Février	1 459	859	337	1 378	580	124	299	177	162	72
Mars	1 459	868	331	1 395	583	133	293	185	160	69
Avril	1 495	877	337	1 422	594	129	292	191	152	69
Mai	1 564	889	389	1 450	593	122	285	176	154	66
Juin	1 643	953	492	1 464	620	117	268	165	156	54
Juillet	1 652	988	549	1 465	607	97	227	130	132	54
Août	1 657	968	522	1 467	614	104	238	139	139	54
Septembre	1 587	923	391	1468	626	129	271	163	157	67
Octobre	1 576	892	371	1 448	626	134	298	179	175	67
Novembre	1 558	903	367	1 437	632	128	296	178	168	68
Décembre	1 530	892	350	1 433	616	132	305	183	171	72

Source: Statistique Canada, *La population active*, publication 71-529 et CANSIM.

Tableau A.9
EMPLOI PAR GRAND SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC (en milliers)

	Agriculture	Autres primaires	Ind. manufacturières	Bâtiments et trav. publics	Trans. comm. et autres services publics	Commerce	Finances, ass. et aff. immob.	Services	Administration publique
1975	70	48	586	136	231	400	118	674	172
1976	74	48	589	145	214	411	120	688	167
1977	71	48	560	145	204	428	134	706	182
1978	72	53	571	135	224	422	133	741	178
1979	68	54	605	123	241	440	125	776	187
1980	78	49	619	115	230	452	151	812	187
1981	79	54	593	125	230	468	140	844	195
1982	77	43	542	113	218	441	134	832	185
1983	80	48	533	116	212	457	143	858	197
1984	77	51	560	122	202	480	146	888	196
1985	85	45	548	126	221	491	156	937	195
1986	82	45	565	141	218	515	155	947	198

Source: Statistique Canada, *La population active*, cat. 71-529 et CANSIM.

Tableau A.10
EMPLOI SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ, QUÉBEC (en milliers)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Aliments et boissons	59	64	67	70	63	71	63	57	65	59	56	56
Tabac	6	7	5	4	5	5	4	5	5	4	5	4
Caoutchouc et plastique	18	13	15	17	19	15	13	13	12	20	20	22
Cuir	18	14	12	13	12	13	13	10	10	11	7	9
Habillement	87	89	81	81	87	83	83	73	81	83	85	76
Textile	39	36	28	31	38	37	34	31	29	30	24	31
Bois	27	26	29	28	34	31	33	26	27	33	29	33
Meuble	22	22	25	24	24	23	23	21	23	22	25	22
Papier	51	50	39	46	50	50	49	48	43	45	42	39
Imprimerie et édition	32	28	33	34	32	35	32	35	34	37	31	42
Transformation des métaux	31	40	36	32	36	38	41	38	33	34	36	32
Produits métalliques	38	38	34	32	39	39	41	34	30	30	31	35
Machines	21	19	17	20	22	24	22	18	18	14	16	16
Équipement de transport	38	39	37	39	40	40	40	38	35	35	40	47
Produits électriques	34	32	33	31	35	37	32	31	29	37	36	37
Minéraux non métalliques	17	16	16	16	19	20	16	15	13	19	15	13
Pétrole et charbon	7	6	6	7	7	8	5	5	5	5	5	—
Industrie chimique	23	30	27	26	28	33	28	27	25	23	28	26
Divers	20	19	19	18	16	18	19	16	17	21	19	19
Commerce de gros	110	106	113	110	114	119	119	113	115	114	128	139
Commerce de détail	290	305	315	312	328	333	349	328	342	367	363	376
Finances	64	66	72	74	66	81	75	70	75	75	76	76
Assureurs	29	26	26	26	24	29	30	31	29	28	33	36
Services immobiliers	25	28	36	33	35	41	35	34	39	44	47	44
Enseignement et services connexes	186	179	190	186	190	189	203	187	182	189	199	199
Services médicaux et sociaux	186	189	185	199	210	226	232	242	232	245	265	269
Org. culturelles	26	22	28	33	25	29	26	21	35	43	27	23
Divertissement et loisirs	20	24	26	27	28	28	31	30	30	30	32	30
Services aux entreprises	70	74	73	76	89	89	97	94	98	102	117	118
Services personnels	50	51	52	58	57	65	66	70	79	77	85	83
Hébergement et restauration	95	109	110	115	132	138	142	137	150	145	151	163
Services divers	42	41	44	45	45	47	47	51	51	57	61	62

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, catalogues 71-529 et 71-001 et CANSIM.

Tableau A. 11
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL, 1984-1985-1986, RÉGION DE LA GASPÉSIE

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984	86	45	33	12	52,6	26,1	38,9
1985	86	43	35	8	50,3	19,3	40,6
1986	86	45	36	10	52,6	21,1	41,5
Données mensuelles de 1986							
Janvier	86	38	32	6	44,4	16,0	37,3
Février	86	38	30	8	44,0	20,7	34,9
Mars	86	43	31	12	49,9	27,8	36,0
Avril	86	46	34	12	53,0	26,1	39,1
Mai	86	47	36	11	54,2	24,1	41,2
Juin	86	54	42	11	62,0	20,8	49,1
Juillet	87	52	41	11	59,5	21,0	47,0
Août	87	49	38	11	56,8	22,2	44,2
Septembre	87	46	38	9	53,5	18,5	43,5
Octobre	87	47	39	8	53,7	17,1	44,6
Novembre	87	44	35	9	50,8	20,3	40,5
Décembre	87	43	35	8	49,0	18,2	40,1

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM.

Tableau A. 12
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL, 1984-1985-1986, RÉGION DU BAS-SAINT-LAURENT

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984	166	88	74	14	53,3	15,7	44,9
1985	168	97	80	16	57,5	16,9	47,8
1986	171	95	78	17	55,7	17,8	45,8
Données mensuelles de 1986							
Janvier	170	90	71	20	53,1	21,7	41,6
Février	170	90	71	19	52,9	21,1	41,7
Mars	170	92	70	21	53,9	23,3	41,3
Avril	170	94	73	21	55,5	22,3	43,1
Mai	170	98	81	17	57,7	17,6	47,6
Juin	171	104	87	16	60,8	15,8	51,2
Juillet	171	105	91	14	61,4	13,5	53,1
Août	171	101	87	14	59,0	13,4	51,1
Septembre	171	92	79	13	53,4	13,7	46,1
Octobre	171	93	77	16	54,3	17,0	45,1
Novembre	172	92	76	17	53,8	17,9	44,2
Décembre	172	91	74	16	52,8	17,9	43,4

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM.

Tableau A. 13
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL, 1984-1985-1986, RÉGION DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984	229	124	104	20	54,0	16,2	45,3
1985	233	132	112	20	56,6	14,8	48,2
1986	236	139	120	18	58,7	13,3	51,0
Données mensuelles de 1986							
Janvier	235	134	112	23	57,2	16,9	47,5
Février	235	132	111	21	56,1	16,1	47,0
Mars	236	134	112	22	56,9	16,4	47,6
Avril	236	132	114	18	56,1	13,5	48,5
Mai	236	138	117	21	58,3	14,9	49,6
Juin	236	143	125	17	60,4	12,1	53,1
Juillet	237	146	131	15	61,7	10,6	55,2
Août	237	142	127	16	60,1	11,0	53,5
Septembre	237	143	127	17	60,5	11,5	53,6
Octobre	237	142	124	18	60,0	12,9	52,2
Novembre	237	143	125	18	60,2	12,5	52,7
Décembre	238	136	121	16	57,4	11,6	50,8

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM.

Tableau A. 14
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL, 1984-1985-1986, RÉGION DE QUÉBEC

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984	720	441	394	47	61,3	10,7	54,8
1985	723	438	398	40	60,6	9,1	55,1
1986	729	445	405	40	61,1	9,1	55,6
Données mensuelles de 1986							
Janvier	726	433	390	43	59,7	10,0	53,7
Février	726	430	384	46	59,2	10,7	52,9
Mars	727	435	391	45	59,9	10,2	53,8
Avril	727	431	389	42	59,3	9,8	53,5
Mai	728	442	407	34	60,7	7,8	56,0
Juin	728	470	428	42	64,5	8,8	58,8
Juillet	729	477	436	41	65,5	8,6	59,8
Août	729	466	420	45	63,8	9,8	57,6
Septembre	730	447	409	38	61,2	8,6	56,0
Octobre	730	442	409	33	60,5	7,5	56,0
Novembre	731	434	398	36	59,4	8,3	54,5
Décembre	731	435	397	38	59,5	8,7	54,3

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM.

Tableau A. 15
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL, 1984-1985-1986, RÉGION DE LA MAURICIE—BOIS-FRANCS

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984	357	203	173	30	57,0	14,9	48,6
1985	361	211	183	29	58,5	13,6	50,5
1986	366	222	195	27	60,6	12,4	53,1
Données mensuelles de 1986							
Janvier	364	215	182	33	59,1	15,4	50,0
Février	364	213	179	34	58,4	16,1	49,0
Mars	365	216	182	34	59,1	15,7	49,8
Avril	365	218	184	35	59,8	16,0	50,2
Mai	366	221	192	29	60,4	13,0	52,5
Juin	366	235	209	26	64,2	11,1	57,1
Juillet	367	233	208	25	63,6	10,8	56,7
Août	367	230	207	23	62,6	10,0	55,3
Septembre	367	223	200	22	60,6	10,0	54,6
Octobre	368	224	201	22	60,8	9,9	54,8
Novembre	368	220	200	20	59,8	9,0	54,4
Décembre	369	219	192	27	59,4	12,1	52,2

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM.

Tableau A. 16
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL, 1984-1985-1986, RÉGION DE L'ESTRIE

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984	199	117	103	14	59,0	12,2	51,8
1985	201	125	111	13	62,1	10,8	55,4
1986	203	124	113	12	61,3	9,5	55,5
Données mensuelles de 1986							
Janvier	202	124	112	12	61,6	9,8	55,6
Février	202	117	103	14	58,0	12,1	51,0
Mars	202	123	109	15	60,9	11,9	53,7
Avril	202	121	110	10	59,7	8,6	54,6
Mai	203	125	115	10	61,6	7,9	56,7
Juin	203	128	118	10	63,0	7,7	58,1
Juillet	203	128	118	10	63,2	8,1	58,1
Août	203	128	119	9	62,8	7,1	58,4
Septembre	203	122	110	12	60,1	9,8	54,2
Octobre	203	123	112	12	60,7	9,4	55,0
Novembre	204	124	109	14	60,8	11,5	53,8
Décembre	204	129	115	13	63,1	10,2	56,6

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM.

Tableau A. 17
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL, 1984-1985-1986, RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984	822	538	477	61	65,4	11,3	58,1
1985	830	547	490	57	65,9	10,5	59,0
1986	840	547	497	50	65,1	9,2	59,1
Données mensuelles de 1986							
Janvier	836	543	485	58	64,9	10,7	58,0
Février	837	536	476	61	64,1	11,3	56,9
Mars	837	539	473	66	64,4	12,2	56,5
Avril	838	540	483	57	64,4	10,6	57,6
Mai	839	543	497	47	64,7	8,6	59,2
Juin	840	545	495	50	64,9	9,2	58,9
Juillet	841	555	503	52	66,1	9,4	59,8
Août	842	565	513	52	67,2	9,2	60,9
Septembre	843	553	511	42	65,6	7,6	60,6
Octobre	844	550	511	39	65,2	7,1	60,6
Novembre	844	552	512	40	65,3	7,2	60,6
Décembre	845	546	506	40	64,7	7,3	59,9

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM.

Tableau A. 18
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL, 1984-1985-1986, RÉGION DE MONTRÉAL-CENTRE

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984	1 162	1 042	912	130	62,7	12,5	54,8
1985	1 668	1 058	928	131	63,5	12,3	55,6
1986	1 674	1 063	945	118	63,5	11,1	56,4
Données mensuelles de 1986							
Janvier	1 671	1 052	925	127	62,9	12,1	55,3
Février	1 672	1 056	932	124	63,2	11,7	55,8
Mars	1 672	1 053	927	126	63,0	12,0	55,4
Avril	1 673	1 055	942	113	63,1	10,7	56,3
Mai	1 673	1 047	935	112	62,5	10,7	55,9
Juin	1 674	1 080	969	110	64,5	10,2	57,9
Juillet	1 674	1 068	951	116	63,8	10,9	56,8
Août	1 675	1 086	970	116	64,8	10,6	57,9
Septembre	1 675	1 071	954	116	63,9	10,9	57,0
Octobre	1 675	1 056	939	117	63,0	11,1	56,1
Novembre	1 676	1 075	951	124	64,1	11,5	56,8
Décembre	1 676	1 054	940	114	62,9	10,8	56,1

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM.

Tableau A. 19
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL, 1984-1985-1986, RÉGION DES LAURENTIDES

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984	244	146	127	18	59,7	12,5	52,2
1985	248	153	134	19	61,8	12,4	54,1
1986	252	160	141	19	63,5	11,7	56,1
Données mensuelles de 1986							
Janvier	250	156	139	17	62,2	10,8	55,5
Février	251	155	135	20	61,7	12,7	53,9
Mars	251	154	132	22	61,4	14,2	52,7
Avril	251	153	133	20	61,0	12,9	53,1
Mai	252	156	140	16	61,9	10,5	55,5
Juin	252	159	145	14	63,2	9,0	57,6
Juillet	252	163	144	18	64,5	11,3	57,2
Août	253	163	144	19	64,5	11,9	56,9
Septembre	253	162	142	20	64,0	12,2	56,2
Octobre	254	170	148	21	66,9	12,7	58,4
Novembre	254	165	146	19	65,0	11,4	57,6
Décembre	254	166	148	18	65,4	10,8	58,4

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM.

Tableau A. 20
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL, 1984-1985-1986, RÉGION DE LANAUDIÈRE

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984	203	132	116	15	64,9	11,7	57,4
1985	207	129	116	13	62,3	10,1	56,0
1986	211	128	116	12	60,5	9,3	54,8
Données mensuelles de 1986							
Janvier	209	129	113	16	61,9	12,5	54,2
Février	209	130	114	16	62,1	12,4	54,4
Mars	210	129	115	14	61,3	10,6	54,8
Avril	210	129	118	11	61,4	8,3	56,3
Mai	211	132	121	11	62,8	8,7	57,4
Juin	211	138	126	12	65,4	8,4	59,9
Juillet	211	127	116	12	60,3	9,1	54,8
Août	212	128	117	12	60,6	9,0	55,2
Septembre	212	123	114	9	58,1	7,2	53,9
Octobre	212	122	112	10	57,2	7,9	52,7
Novembre	213	121	111	10	57,0	8,6	52,1
Décembre	213	123	111	11	57,7	9,3	52,3

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM.

Tableau A. 21
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL, 1984-1985-1986, RÉGION DE L'OUTAOUAIS

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984	188	118	102	16	62,7	13,3	54,4
1985	190	127	114	14	67,3	10,9	60,0
1986	192	127	112	16	66,4	12,3	58,2
Données mensuelles de 1986							
Janvier	191	127	112	15	66,6	11,8	58,7
Février	191	126	108	18	66,1	14,6	56,5
Mars	191	131	110	20	68,4	15,7	57,7
Avril	191	128	110	18	67,1	14,4	57,4
Mai	191	126	111	16	66,1	12,6	57,7
Juin	192	132	118	14	68,9	10,4	61,7
Juillet	192	123	110	13	64,3	10,5	57,6
Août	192	124	110	14	64,5	11,4	57,1
Septembre	192	126	112	14	65,5	11,3	58,2
Octobre	193	129	115	14	67,0	10,6	59,9
Novembre	193	129	112	17	66,8	12,9	58,2
Décembre	193	126	111	15	65,3	12,0	57,5

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM.

Tableau A. 22
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL, 1984-1985-1986, RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984	110	62	51	12	56,5	18,9	45,8
1985	112	64	55	9	57,4	14,1	49,4
1986	113	68	60	8	60,3	11,8	53,2
Données mensuelles de 1986							
Janvier	113	67	57	10	59,0	14,4	50,5
Février	113	64	55	9	56,5	14,4	48,4
Mars	113	66	55	11	58,8	16,7	49,0
Avril	113	67	57	10	59,7	15,1	50,6
Mai	113	69	61	8	61,0	11,1	54,3
Juin	113	72	65	7	63,4	10,0	57,1
Juillet	114	70	63	7	61,8	10,5	55,3
Août	114	74	65	9	64,9	11,7	57,3
Septembre	114	69	63	6	60,6	8,1	55,7
Octobre	114	69	64	6	60,9	8,1	55,9
Novembre	114	67	60	7	58,6	10,5	52,5
Décembre	114	66	59	7	58,1	11,2	51,6

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM.

Tableau A. 23
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL, 1984-1985-1986, RÉGION DE LA CÔTE-NORD ET DU NOUVEAU-QUÉBEC

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984	90	59	49	10	65,5	17,5	54,0
1985	89	55	48	8	62,2	13,6	53,8
1986	88	57	48	8	64,4	14,9	54,8
Données mensuelles de 1986							
Janvier	88	55	44	11	62,7	20,0	50,2
Février	88	56	45	11	63,8	19,5	51,4
Mars	88	56	46	10	63,7	17,5	52,5
Avril	88	56	46	10	63,5	18,1	52,0
Mai	88	55	46	9	62,2	15,5	52,5
Juin	88	58	51	7	66,3	11,9	58,4
Juillet	88	60	53	8	68,7	12,7	60,0
Août	88	59	50	9	67,3	15,6	56,9
Septembre	88	57	49	8	65,3	13,9	56,2
Octobre	88	56	50	6	63,8	11,0	56,7
Novembre	88	55	49	6	63,0	10,4	56,4
Décembre	87	54	48	7	62,2	12,4	54,5

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM.

Réalisée par la Direction de la recherche du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, cette publication présente une revue annuelle des principaux événements survenus sur le marché du travail en 1986. La Main-d'oeuvre et l'emploi au Québec, Bilan 1986 décrit le comportement des principaux indicateurs du marché du travail et montre l'évolution de l'emploi sectoriel au Québec. Dans cette édition, l'analyse régionale du marché du travail a reçu une attention particulière.

Gouvernement du Québec
Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu

9 782551 086023

Imprimé au Québec, Canada